



VILLE DE
CHOISY-LE-ROI

Place Gabriel péri
94600 Choisy-le-Roi
www.choisyleroi.fr
☎ 01.48.92.44.44

Procès-verbal de la séance du Conseil municipal du Mercredi 30 juin 2021

Le trente juin deux mille vingt-et-un à dix-neuf heures trente, le Conseil municipal de la commune de Choisy-le-Roi, légalement convoqué à domicile par écrit le mardi 22 juin 2021, s'est réuni Salle du Conseil municipal – Hôtel de ville, sous la présidence de Monsieur Tonino PANETTA, Maire.

Étaient présents :

MM. ID ELOUALI Ali, LAJILI Yamina, PANETTA Tonino, COELHO Vasco, BRULANT Marina, OSTERMEYER Sushma, DRUART Frédéric, Mme FRANCISOT Amandine, HABI Hacène, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, SASU Hancès, LORES Monique, BANCE Stéphane, DESROCHES Damien, JUHEL Françoise, AOUMMIS Hassan, ESSONE MENGUE Terence, BENKAHLA Malika, HUTIN Sébastien, CHALBI Yacin.

Étaient représentés :

M. THIAM Moustapha	mandat à M. SAYADI Walid
Mme DIMNET Jocelyne	mandat à Mme BRULANT Marina
M. CHIRANNE El Arbi	mandat à M. ID ELOUALI Ali
Mme FADLI Hafida	mandat à M. CHALBI Yacin
M. OMRANE Alain	mandat à M. ID ELOUALI Ali
Mme BEZACE Mathilde	mandat à Mme Bénédicte HACHE
M. BOLLE-DALLIAH Kristian	mandat à M. FONDENEIGE Matthias
M. BOURVEN Julien	mandat à M. DESROCHES Damien
Mme LANTERNIER Lucie	mandat à M. HABI Hacène
Mme OZCAN Canan	mandat à Mme LAJILI Yamina
M. GARROUT Karim	mandat à M. COELHO Vasco
Mme MARTIN Mélisandre	mandat à M. HABI Hacène
Mme FOURNIER Laura	mandat à Mme GAULIER Danièle
Mme Rachel COHEN	mandat à Mme OSTERMEYER Sushma
Mme DESPRES Catherine	mandat à Mme JUHEL Françoise
Mme LUC Nadine	mandat à Mme JUHEL Françoise
M. GUILLAUME Didier	mandat à M. ESSONE MENGUE Terence

Était absent : Mme LEMOINE Nathalie

Secrétaire de séance : M. DESROCHES Damien

Sommaire

→ Désignation du secrétaire de séance	6
→ Appel.....	6
→ Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 19 mai 2021	6
→ Introduction	6
RESSOURCES HUMAINES	6
→ Modification du tableau des effectifs par la création d'un poste d'attaché territorial adjoint.e au responsable du service financier	6
→ Conditions et modalités des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de la Ville	7
→ Création de 10 postes d'apprentis au sein des services de la Ville	7
→ Avancement de grade 2021, modification des critères d'avancement.....	7
→ Régime indemnitaire applicable à la filière de police municipale.....	10
→ Modification du tableau des effectifs par la création d'un poste de chef de service de police municipale et de deux postes de brigadier-chef principal pour assurer la fonction d'adjoint au responsable du service de police municipale	11
→ Modification du tableau des effectifs par la création d'un poste d'adjoint administratif principal de 1 ^{re} classe « Assistant.e administratif.ve du pôle emploi et compétence »	11
→ Modification du tableau des effectifs par la création d'un poste de rédacteur territorial « chargé des aides indirectes aux associations »	11
→ Modification du tableau des effectifs par la création d'un poste de rédacteur territorial au cabinet du Maire	12
→ Création d'un emploi non permanent rattaché à la direction du centre social Paul Langevin - contrat de projet (catégorie hiérarchique C) dans le cadre du Dispositif Conseiller Numérique France Services	12
→ Création d'un emploi non permanent rattaché au service accueil-courrier - contrat de projet (catégorie hiérarchique C) dans le cadre du Dispositif Conseiller Numérique France Services	12
→ Modification du tableau des effectifs par la création d'un poste de technicien principal de 2 ^e classe « conseiller en prévention ».....	13
→ Modification du tableau des effectifs par la création d'un poste d'adjoint administratif « Assistant administratif.ve du service urbanisme et foncier »	13
FINANCES.....	15
→ Approbation du compte de gestion - exercice 2020 - budget principal	15
→ Approbation du compte de gestion - exercice 2020 - budget annexe des parkings.....	15
→ Approbation du compte administratif - exercice 2020 - budget principal	15
→ Approbation du compte administratif - exercice 2020 - budget annexe des parkings	15
→ Affectation du résultat de fonctionnement - exercice 2020 - budget principal.....	20
→ Affectation du résultat d'exploitation - exercice 2020 - budget annexe des parkings	20
→ Actualisation de 6 autorisations de programme et de leurs crédits de paiement.....	20

→ Création d'une autorisation de programme (AP) pour le projet de renouvellement urbain du quartier sud de Choisy-le-Roi (Npnru)	21
→ Régularisation de l'amortissement comptable du compte 2158	22
→ Approbation du budget supplémentaire - exercice 2021 - budget principal.....	22
→ Approbation du budget supplémentaire - exercice 2021 - budget annexe des parkings	22
→ Admissions en non-valeur de créances irrécouvrables - budget principal de la commune	23
→ Taxe foncière sur les propriétés bâties - limitation à 40 % de l'exonération de deux ans en faveur des constructions nouvelles à usage d'habitation	24
→ Adoption de la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1er janvier 2022	25
→ Candidature de la Ville pour expérimenter le compte financier unique (CFU)	25
URBANISME	26
→ Quartier sud - Renouvellement urbain - Approbation du projet de convention pluriannuelle cadre de renouvellement urbain de l'Établissement Public Territorial Grand Orly Seine Bièvre	26
→ Quartier sud - Renouvellement urbain site Remise aux faisans - Approbation du projet de convention de participation au sein de la ZAC des Hautes Bornes	27
→ Quartier sud - Renouvellement urbain site Remise aux faisans - Approbation de projet de convention d'association pour la mise en œuvre du projet	Erreur ! Signet non défini.
→ Quartier sud - ZAC Briand Pelloutier - Avis favorable pour l'avenant au dossier de réalisation.....	Erreur ! Signet non défini.
→ Quartier Sud - Renouvellement urbain - Travaux d'aménagement des écoles Mandela et Langevin et leurs cours - Approbation du plan de financement	28
→ Quartier Sud - Renouvellement urbain - Approbation de l'accord de consortium «Programme d'Investissement d'Avenir »	28
→ Acquisition par la commune de Choisy-le-Roi de la parcelle accueillant des jardins familiaux cadastrés AW 112 sur la commune de Villeneuve-Saint-Georges	29
DEVELOPPEMENT LOCAL CITOYENNETE	31
→ Répartition de la subvention municipale aux associations locales et groupements locaux pour l'année 2021 (1ère affectation).....	31
→ Répartition de la subvention aux associations locales pour la location d'un transport collectif (1er versement)	32
→ Approbation de la convention relative à la mise à disposition d'un véhicule à destination des associations.....	32
→ Actions 2021 financées dans le cadre du contrat de ville de Seine Amont - Approbation des demandes de subventions	33
→ Approbation des conventions et des règlements intérieurs des salles municipales mises à disposition des associations ou louées à des organismes privés	34
TARIFICATION	35
→ Tarification des activités municipales à compter du 1er septembre 2021 dans le cadre du PASAM (Pass pour l'accès solidaire aux activités municipales).....	35
HABITAT	36

→ Garantie d'emprunt accordée à VALOPHIS HABITAT OPH du Val-de-Marne pour la construction de 30 logements locatifs sociaux, 12 PLUS/18 PLAI, situés 8 bis, allée Simone Veil dans l'opération d'aménagement des Troènes.....	36
SPORT.....	36
→ Convention de partenariat avec l'association TEAM 91 MORANGIS pour l'organisation du Crito Star 2021	36
CULTURE.....	37
→ Nouvelle convention CHAM 2021/2022 (classes à horaires aménagés entre le collège Émile Zola et le conservatoire)	37
COMMANDE PUBLIQUE	43
→ Délégation de Service Public Petite Enfance Multi Accueil Tony Lainé - Rapport annuel 2020	43
→ Charte de participation au programme d'accompagnement d'achats circulaires et solidaires.....	44
ENFANCE.....	45
→ Convention études Ligue de l'enseignement, années scolaires 2021/2022 - 2022/2023.....	45
VIE INTERNATIONALE	45
→ Approbation de l'avenant à la convention-cadre de partenariat technique et financier pour la période 2018-2021 entre le syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne SIAAP et le Programme solidarité Eau (pS-Eau) et les communes de Choisy-le-Roi, Gentilly, Montreuil, Tremblay-en-France.....	45
ADMINISTRATION GENERALE.....	46
→ Approbation de la convention de remboursement des frais entre l'État et la commune de Choisy-le-Roi pour l'occupation d'un terrain situé avenue Lugo, Choisy-le-Roi	46
→ Avis sur l'enquête publique environnementale Aéroport De Paris.....	46
→ Prise en charge exceptionnelle par la commune des amendes pour infraction au code de la route	48
→ Compte rendu des décisions L-2122-22 du Code général des collectivités territoriales	50

La séance est ouverte à 19 h 30 sous la présidence de M. Tonino PANETTA, Maire de Choisy-le-Roi.

→ Désignation du secrétaire de séance

M. le Maire : Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, nous avons à désigner un secrétaire de séance. Je vous propose ce soir, si vous en êtes d'accord, Monsieur Damien Desroches. Il est en visio ou il est parti ? Excuse-moi, je ne t'ai pas vu, Damien. Tu te fais trop discret.

(M. Damien Desroches est désigné à l'unanimité secrétaire de séance.)

M. le Maire : Je vais passer maintenant la parole à Monsieur BARANGER, notre Directeur général, qui va procéder à l'appel nominal.

→ Appel

(M. Christophe Baranger procède à l'appel.)

→ Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 19 mai 2021

M. le Maire : Je vous remercie. Vous avez reçu le procès-verbal de la séance du 19 mai dernier avec votre convocation. Y a-t-il des observations sur ce procès-verbal ? Je n'en vois pas, donc nous l'adoptons.

Le procès-verbal de la séance du 19 mai 2021 est adopté à l'unanimité.

→ Introduction

M. le Maire : Vous avez reçu l'ordre du jour du Conseil dans votre convocation. Y a-t-il des observations sur cet ordre du jour ? Je n'en vois pas.

Donc avant de voir les points de ce Conseil, je voudrais vous rappeler quelques règles. À l'occasion du vote du compte administratif 2020, les points 16 et 17 dans notre Conseil, le maire doit se retirer et donner sa présidence à son premier maire adjoint, Monsieur ID ELOUALI, conformément à l'article L 2121-14 du CGCT. La Ville ayant eu deux maires sur l'année 2020, Monsieur GUILLAUME, s'il était présent, aurait dû aussi se retirer. Monsieur ESSONE MENGUE, qui est donc titulaire de son mandat, ne votera que pour son nom propre.

Lors du point 36 sur la répartition de la subvention aux associations locales, afin d'éviter tout conflit d'intérêts et dans le cadre d'un dispositif de prévention, il convient que les élus suivant : Monsieur DRUART, Mesdames FADLI, BEZACE et LEMOINE, dont les proches jouent un rôle dans une association, s'abstiennent de prendre part au vote.

RESSOURCES HUMAINES

→ Modification du tableau des effectifs par la création d'un poste d'attaché territorial adjoint.e au responsable du service financier

M. le Maire : Nous abordons l'ordre du jour avec le point n°1. Monsieur COELHO, vous avez la parole.

M. Coelho : Merci, Monsieur le Maire. Bonsoir, chers collègues, direction générale, Choisyens et Choisyennes. Voilà, Monsieur le Maire. Il s'agit donc de la création par

transformation d'un poste d'attaché territorial pour assurer la fonction d'adjoint au responsable du service financier.

M. le Maire : Y a-t-il des observations ? Je n'en vois pas. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité.

La délibération n°1 est adoptée à l'unanimité.

→ Conditions et modalités des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de la Ville

M. le Maire : Monsieur COELHO, c'est encore à vous.

M. Coelho : Merci, Monsieur le Maire. Je vais rappeler deux articles.

Article 1 : « Les bénéficiaires de la prise en charge par la Ville des frais de déplacement temporaires sont tous les agents de la collectivité en activité, amenés à effectuer des déplacements pour l'exercice de leur mission, de leur formation. Ainsi, dans le cadre d'un stage, les agents ou personnes apportant, par une mission qui leur est confiée, leur concours à une collectivité dans le cadre des commissions, conseils, comités, etc. ».

Article 2 : « Le bénéficiaire qui se déplace pour l'exécution de son service d'une mission ou d'un stage, hors de sa résidence administrative, territoire de la commune sur lequel se situe le service où l'agent est affecté, et familial, le territoire de la commune où se situe le domicile de l'agent, doit être muni d'un ordre de mission préalablement signé par l'autorité territoriale ou toute personne ayant reçu délégation. Cet ordre de mission peut avoir une durée limite de 12 mois ».

M. le Maire : Bien. Y a-t-il des observations ? Je n'en vois pas. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité.

La délibération n°2 est adoptée à l'unanimité.

→ Création de 10 postes d'apprentis au sein des services de la Ville

M. le Maire : Le point 3, Monsieur COELHO.

M. Coelho : Il y a aussi deux articles, Monsieur le Maire. L'article 1 autorise le recours aux contrats d'apprentissage, l'article 2 décide de la création dans l'effectif du personnel communal de 10 postes d'apprentis pouvant être présents simultanément au sein du service de la Ville.

M. le Maire : Très bien. Je me réjouis de cette décision, puisque l'apprentissage est quelque chose d'éminemment important à nos yeux. Nous sommes heureux d'offrir cette opportunité à 10 jeunes, qui, je l'espère, seront Choisyens. Nous verrons, puisque c'est ouvert à tous. C'est un premier jet, nous espérons pouvoir créer d'autres postes.

Y a-t-il des observations ? Non. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, je vous en remercie.

La délibération n°3 est adoptée à l'unanimité.

→ Avancement de grade 2021, modification des critères d'avancement

M. le Maire : Le point 4, Monsieur COELHO.

M. Coelho : Monsieur le Maire, lors du dialogue social avec les syndicats, nous leur avons annoncé un petit peu ces avancements de grade 2021, considérant la nécessité de définir les critères actualisés d'avancement de grade pour l'année 2021 dans le cadre des lignes directrices de gestion. C'est un peu ce que nous leur avons dit, que nous gardons, pareil qu'en 2020 en attendant de voir la suite.

M. le Maire : Oui. Lorsque nous sommes entrés en fonction, nous avons été confrontés à quelques soucis, quelques réclamations des syndicats. Nous avons donc ouvert ce dossier qui est complexe, où il faut vraiment être très ouvert. C'est une décision qui s'opère avec les syndicats, notamment sur la possibilité ou non de monter en grade. Ce qui était prévu jusqu'à maintenant, c'est qu'il ne fallait pas avoir, je crois, 90 jours d'absence dans les trois années précédant une possible montée de grade.

En analysant plus finement cette décision, ce qui avait été décidé par l'ancienne mandature, les syndicats réclamaient son abrogation. Il m'a semblé juste lors de ma prise de fonction d'effectivement abroger cette disposition. Comme je l'ai écrit aux agents, des personnes qui, en 30 années de service, 20, 15, ou plus, n'ayant jamais manqué, pouvaient être victimes d'une maladie longue, évidemment qui n'était pas de leur fait, j'estimais que c'était une double peine que ces agents soient touchés par une maladie importante, et qu'en plus, ça les empêche d'avoir une montée de grade. Donc, sur l'année 2020, nous avons mis fin à cette décision, et donc la plupart des agents ont pu avoir une montée en grade, ce qui a réjoui, bien sûr, les syndicats, mais nous avons précisé que nous ne pouvions pas maintenir cette disposition indéfiniment et qu'il fallait bien, quand même, qu'il y ait des modalités et qu'ils prennent en compte, et ça avait été pris en compte, et j'ai compris dans quel esprit l'ancienne majorité avait pris cette disposition, qu'il fallait donc travailler là-dessus pour prendre en compte ce critère important. Parce que nous ne sommes pas dupes, il y a aussi, au sein de notre collectivité, et d'autres, d'ailleurs, des personnes qui vivent aux frais de leurs collègues, de la collectivité, et j'ose le dire, les agents eux-mêmes le disent et le dénoncent, pour autant, ils ne sont pas victimes de longues maladies.

Donc nous travaillons avec les syndicats pour trouver les critères les plus justes possible, et pour l'instant, nous poursuivons sur notre lancée, nous continuons à travailler sur ces critères. Ce n'est pas quelque chose de facile à définir, parce que notre but est de ne léser personne et de récompenser avant tout, et nous l'avons vu, les agents qui se donnent, et beaucoup se donnent. On décrie beaucoup la fonction publique, pour ma part, je n'ai jamais décrié la fonction publique. Elle est nécessaire, et les brebis galeuses, il y en a dans tous les métiers. J'ai rendu hommage à plusieurs reprises aux agents de notre ville, à la direction notamment, et je me permets de le refaire ici durant cette période terrible que nous avons vécue. Lors de cette tempête, ce cyclone, lorsque ça s'est déclaré, 15 minutes après, les premières voitures sortaient et intervenaient. Je voudrais remercier aussi les agents qui ont appelé spontanément pour se porter volontaires et aider notre ville, les Choisyennes et Choisyens, dans ces moments difficiles. À ce jour, un énorme travail a été fait.

Il y a eu aussi, bien sûr, malheureusement, quelques jours après, l'incendie du 12 avenue Gambetta mettant une centaine de personnes à la rue. Et là aussi, nous avons fait immédiatement, rapidement le nécessaire, grâce aux agents qui se sont mobilisés. J'en profite pour dire deux mots. Ces personnes, pour la plupart, nous avons dans un premier temps ouvert le gymnase Léo Lagrange en apportant tout le nécessaire, bien sûr, comme d'ailleurs cela avait été fait par l'ancienne municipalité lors de l'incendie qui avait eu lieu sur la dalle. C'est l'honneur des fonctionnaires des collectivités de faire face à ce genre de situation, je crois que toutes les collectivités font face à ce genre de situation. Je rends hommage à tous les maires, même celui qui m'a précédé. Dans ces cas très particuliers, je sais que notre ville, Choisy-le-Roi, n'a jamais failli, et nous nous inscrivons bien sûr dans

cette lignée, puisque c'est notre devoir, c'est notre priorité d'apporter assistance et solidarité aux personnes qui sont sinistrées.

À ce jour, à 17 h, il y avait une réunion entre le syndic et les personnes, à laquelle assistait aussi notre élu, Monsieur DRUART. La plupart ont trouvé à se reloger dans de la famille, chez des amis ou dans des hôtels. Nous allons payer aussi des nuits d'hôtel. La situation me préoccupe un peu, parce que j'ai peur qu'on se dirige vers un scénario comme celui que nous avons connu, malheureusement, sur la dalle. Nous en sommes à la 4^e année, si je ne m'abuse, de conflit avec les assurances et autres. Pour l'instant, nous n'en sommes pas là, mais il va y avoir une réunion importante justement entre les assureurs. Ce qui va se jouer, c'est si les assurances vont s'entendre à l'amiable, ou est-ce qu'ils vont passer par des procès, et là, malheureusement, ça risque de bloquer la situation. L'immeuble au 12 Avenue Gambetta, pour moi, cela ne fait aucun doute, ainsi que pour les observateurs, que cet accident a été produit par une entreprise qui travaillait sur le toit. Je m'avance peut-être, peut-être que ce n'est pas le cas, mais quand même. Ils ont travaillé toutes les 24 heures précédentes dans la journée aux heures ouvrables, et le matin de l'incendie, ils étaient sur le toit. Les habitants mêmes ont vu le feu se déclarer, les ouvriers criaient qu'il y avait le feu et ensuite partir. Je ne vois pas comment l'entreprise peut se soustraire à sa responsabilité. Pourtant, c'est le cas. Donc j'espère que les assurances seront plus sages, cela va se jouer dans les jours qui viennent. Je crois qu'il y a 5 halls d'entrée, j'ai été sur place. Deux halls sont moins touchés, et les personnes auraient pu réintégrer leurs logements. Malheureusement, l'eau s'est engouffrée dans les colonnes techniques, s'est propagée un peu dans les appartements, mais ce peut être résolu rapidement, par contre Enedis refuse de remettre l'électricité, ce qui peut être compréhensible, tant qu'il y a de l'eau dans les colonnes. Donc les quelques personnes auraient pu réintégrer plus rapidement leur logement, mais les trois halls qui sont au centre sont partis, de toute façon, dans une galère, malheureusement, de quelques mois. Je profitais de ce point pour vous donner des informations sur cet immeuble, et aux Choisyennes et aux Choisyens qui nous écoutent. J'espère que la série va s'arrêter là.

Donc, nous en passer au vote du point n°4. Y avait-il des observations sur ce point ? Des votes contre ? Une observation, Madame JUHEL.

Mme JUHEL : Je crois que nous avons toujours su faire des exceptions... *Intervention hors micro 00.19.57*

M. le Maire : Je suis bien d'accord avec vous, c'est bien pour cela que nous prenons le temps de discuter, de trouver la meilleure solution possible. On voudrait trouver un équilibre entre effectivement la sécurité et ne pas pénaliser des personnes dont malheureusement la maladie leur tombe dessus. Je suis désolé de vous contredire, Madame JUHEL... Si vous voulez me laisser répondre, je vous ai donné la parole. Je suis désolé de vous contredire, vous pourrez en discuter avec la CGT, cela faisait 7 ans que la CGT réclamait cela. Ils ont été estomaqués que, nous, à peine arrivés, on prenne cette disposition. Vous appellerez la CGT, nous avons quand même une direction, nous avons Madame JACQ qui est toujours parmi nous. C'est elle qui était là, vous étiez donc en responsabilité. Je peux vous dire que non, ce n'était pas le cas. Elle peut en témoigner, puisque nous avons discuté de ce point, et c'est la première fois que cela a été fait, et encore une fois, ils n'en sont toujours pas revenus, mais ce n'était pas le but. Notre but, c'était de ne pas pénaliser les agents, et nous cherchons, comme vous le dites, à l'avenir un équilibre entre ce critère d'assiduité qui est pour nous essentiel, et ne pas pénaliser les personnes de bonne foi. Ce n'est pas facile.

Oui, Monsieur COELHO.

M. Coelho : Madame JUHEL, j'ai été assez surpris la première fois que j'ai vu devant moi un tableau d'avancement de grade. C'était une nouveauté pour moi, donc j'ai cherché quand même, je me suis intéressé. Madame JACQ m'a dit : « Tout ce qui est grisé, ce sont des gens qui avaient dépassé, qui n'étaient pas dans les critères. » C'est là que j'ai appris aussi ces critères pénalisants. Pénalisants pourquoi ? Comme Monsieur le Maire l'a dit, c'est double peine. Alors quand vous êtes en train de nous dire que cela avait déjà été fait dans le passé, j'étais dans l'opposition, je n'ai jamais entendu parler de cela. Mais bon, je respecte ce que vous dites, mais simplement, les syndicats, comme Monsieur le Maire l'a dit, ils sont très contents par rapport à cet avancement. Ils voyaient que ce n'était pas normal, cette double peine.

M. le Maire : Encore une fois, je sais très bien qu'on ne peut pas en rester là. Je vous rejoins sur ce critère d'assiduité. Ce sont deux années exceptionnelles, mais on cherche la meilleure solution. D'ailleurs, si vous avez des idées au sein du Conseil, nous associons tout le monde à cette réflexion. Il faut trouver un juste milieu, et nous y travaillons.

Y a-t-il d'autres observations là-dessus ? Non. Nous procédons au vote. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, je vous en remercie.

Excusez-moi, il y a donc une abstention. J'ai été un peu vite. Une abstention, Madame JUHEL.

La délibération n°4 est adoptée à l'unanimité.

→ Régime indemnitaire applicable à la filière de police municipale

M. le Maire : C'est toujours Vasco COELHO. Je l'ai vu faire son footing tout l'après-midi, parce qu'il faut du souffle, il a au moins 8 ou 9 points à vous présenter. Il est très en forme. Monsieur COELHO, c'est à vous.

M. Coelho : Merci, Monsieur le Maire. C'est la création d'un régime indemnitaire applicable à la filière police municipale. Donc quelques éléments :

- Coefficient applicable : le montant moyen de l'indemnité est calculé par :
 - L'application à un montant de référence annuel fixé par catégorie d'agents,
 - D'un coefficient multiplicateur compris entre 1 et 8,
- Les coefficients maximums applicables à chaque grade concerné sont les suivants :
 - Grades ouvrant droit à l'IAT :
 - Chef des services de police municipale principale de 2e classe jusqu'à l'indice brut 380,
 - Chef des services de police municipale jusqu'à l'indice brut 380,
 - Chef de police municipale brigadier-chef principal,
 - Gardien brigadier.
- Indemnité spéciale mensuelle de fonction : le montant annuel applicable aux fonctionnaires territoriaux de la collectivité relevant des cadres d'emplois de la filière police municipale est fixé dans la limite des plafonds suivants :

- Grades ouvrant droit à l'indemnité spéciale et au maximum individuel.

Il y a tant de choses encore, dans la délibération, il y a tout un tas de choses qui y figurent. Chers collègues.

M. le Maire : C'est un sujet très technique. Ce qu'il faut en retenir, c'est que le régime indemnitaire applicable à la police municipale leur est propre. Il convient donc, par la loi, de le spécifier, de le voter et de l'appliquer.

Y a-t-il des remarques sur ce point ? Je n'en vois pas, nous allons procéder au vote. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? Bien, c'est voté à l'unanimité, je vous en remercie.

La délibération n°5 est adoptée à l'unanimité.

→ Modification du tableau des effectifs par la création d'un poste de chef de service de police municipale et de deux postes de brigadier-chef principal pour assurer la fonction d'adjoint au responsable du service de police municipale

M. Coelho : Il s'agit bien d'un poste de chef de service de police municipale pour assurer la fonction de responsable du service de police municipale, une structuration nécessaire d'un service de police municipale en correspondance avec la strate de la Ville et à ouvrir un poste de chef des services de police municipale pour assurer la fonction responsable service de la police municipale pour diriger et coordonner les services de la police municipale, organiser les moyens nécessaires à la surveillance, à la prévention et à la répression des infractions, développer une relation proximité avec la population. Voilà, Monsieur le Maire.

M. le Maire : Merci, Monsieur COELHO. Y a-t-il des observations sur ce point ? Nous allons procéder au vote. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité.

La délibération n°6 est adoptée à l'unanimité.

→ Modification du tableau des effectifs par la création d'un poste d'adjoint administratif principal de 1re classe « Assistant.e administratif.ve du pôle emploi et compétence »

M. le Maire : Monsieur COELHO, vous pouvez enfourcher votre vélo, allez-y.

M. Coelho : Merci, Monsieur le Maire. Création d'un poste d'adjoint administratif principal 1re classe assistante ou assistant administratif/administrative du pôle emploi et compétence, la structuration nécessaire de la direction des ressources humaines et de la charge de travail concomitant aux activités à soutenir dans ce périmètre, et à ouvrir un poste de 1re classe placé sous la responsabilité directe du responsable du pôle emploi et compétences pour assurer une pleine gestion administrative en support des différents secteurs du pôle.

M. le Maire : Des observations ? On procède au vote. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité.

La délibération n°7 est adoptée à l'unanimité.

→ Modification du tableau des effectifs par la création d'un poste de rédacteur territorial « chargé des aides indirectes aux associations »

M. le Maire : Monsieur COELHO, toujours en vedette.

M. Coelho : Merci, Monsieur le Maire. Création d'un poste de rédacteur territorial chargé des aides indirectes aux associations, cela va faire plaisir à mon collègue Matthias. Il est proposé la création d'un poste de rédacteur qui contribuera au bon fonctionnement du service et à la continuité de ses activités.

M. le Maire : Des observations ? Non. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité.

La délibération n°8 est adoptée à l'unanimité.

→ Modification du tableau des effectifs par la création d'un poste de rédacteur territorial au cabinet du Maire

M. le Maire : Monsieur COELHO.

M. Coelho : Comme vous dites, Monsieur le Maire, c'est donc la création par transformation d'un poste de rédacteur territorial pour assurer la fonction de l'assistance des élus. Rattaché au cabinet, ce poste d'assistante apporte une aide-permanente aux élus en termes de gestion d'agenda, de communication, d'information, d'idée, de traitement et suivi des dossiers en binôme avec l'assistante du maire.

M. le Maire : Bien, merci. Y a-t-il des observations ? Non. Nous passons au vote. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité.

La délibération n°9 est adoptée à l'unanimité.

→ Création d'un emploi non permanent rattaché à la direction du centre social Paul Langevin - contrat de projet (catégorie hiérarchique C) dans le cadre du Dispositif Conseiller Numérique France Services

M. le Maire : Monsieur COELHO.

M. Coelho : Monsieur le Maire, vous avez presque tout dit. Je vais vous nommer donc un article, « l'article 1 décide de créer un emploi non permanent dans la catégorie hiérarchique C afin de mener à bien le projet identifié suivant, Dispositif Conseiller Numérique France Services, dispositif rattaché à la direction du centre social Paul Langevin ».

M. le Maire : Voilà, donc je suis ravi d'apporter cette aide supplémentaire au centre social Paul Langevin, ce qui est important, vu la fracture numérique. D'autres postes seront d'ailleurs créés pour d'autres services au sein de notre commune.

Y a-t-il des observations ? Non. Nous procédons au vote. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, je vous en remercie.

La délibération n°10 est adoptée à l'unanimité.

→ Création d'un emploi non permanent rattaché au service accueil-courrier - contrat de projet (catégorie hiérarchique C) dans le cadre du Dispositif Conseiller Numérique France Services

M. le Maire : Point 11, ce sont les fameux postes dont je vous parlais qui ont été créés toujours pour lutter contre cette fracture numérique. Monsieur COELHO.

M. Coelho : Puisque comme la précédente délibération, vous avez dit pas mal de choses, donc je vais commencer par l'article 1 qui décide de « créer un emploi non permanent dans

la catégorie hiérarchique C afin de mener à bien le projet identifié Dispositif Conseiller Numérique France Services , donc il sera rattaché au service accueil-courrier.

M. le Maire : Très bien. Des observations ? Non. Nous procédons au vote. Des votes contre ? Abstentions ? Bien, c'est voté à l'unanimité.

La délibération n°11 est adoptée à l'unanimité.

→ Modification du tableau des effectifs par la création d'un poste de technicien principal de 2e classe « conseiller en prévention »

M. le Maire : Dernier point concernant les ressources humaines... Non, avant dernier point. Il vous reste encore un peu de force. Le point n°12.

M. Coelho : Compte tenu de la structuration nécessaire de la direction des ressources humaines et de la charge de travail, concomitante aux activités, à soutenir dans le périmètre du service prévention santé sécurité au travail, est à ouvrir un poste de technicien principal de 2e classe placé sous la responsabilité directe du responsable de service.

M. le Maire : Des observations ? Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité.

La délibération n°12 est adoptée à l'unanimité.

→ Modification du tableau des effectifs par la création d'un poste d'adjoint administratif « Assistant administratif.ve du service urbanisme et foncier »

M. le Maire : Ce coup-ci, nous sommes bien au dernier point. Monsieur COELHO, dans la dernière ligne droite.

M. Coelho : Merci, Monsieur le Maire. Poste créé pour assurer la continuité du service en urbanisme, suite au départ en retraite d'un agent du service. Je peux la nommer, c'est Madame Chantal CHEA. Comme cet agent est titulaire du grade d'adjoint administratif principal de première classe et qu'il s'agit du grade terminal du cadre d'emplois des adjoints administratifs, il apparaît préférable et nécessaire de créer un grade d'adjoint administratif, grade plus accessible et qui correspond aux missions à réaliser. Voilà, Monsieur le Maire.

M. le Maire : Merci, Monsieur COELHO. Madame JUHEL.

Mme Juhel : Une observation générale... *Intervention hors micro 00.34.46.*

M. le Maire : On n'augmente pas la masse salariale. D'abord, il n'y a pas que des modifications, et les créations, c'est simplement pour remplacer des personnes qui sont parties en cours de route, pour combler les trous béants que nous avons trouvés à notre arrivée dans l'organisation, que ce soit notamment au service Ressources humaines ou au service Urbanisme. Je suis désolé, mais ces créations de postes, c'était des postes qui existaient il y a quelques années, et qui n'existaient plus à notre arrivée parce qu'il y a eu des démissions, non pas quand nous sommes arrivés, mais avant. Il y en a eu aussi quand nous sommes arrivés, donc il faut bien structurer les services et assurer leur continuité.

Mme Juhel : *Intervention hors micro 00.36.12.*

M. le Maire : Oui, c'est ce que je vous ai dit. Tout à fait. Ce que nous avons fait pour certains et pas pour d'autres. Voilà.

Mme Juhel : *Intervention hors micro 00.36.25*

M. le Maire : Pour l'instant, nous n'avons pas supprimé. Vous voulez que l'on crée du chômage, Madame JUHEL ?

Mme Juhel : *Intervention hors micro 00.36.31*

M. le Maire : Je vous explique, pour l'instant, nous n'en avons pas. Dans ce cas-là, nous ne créons pas. Les postes qui ont été créés, il y a aussi de nouveaux postes. Pour autant, la masse salariale n'augmente pas pour l'instant, je peux vous rassurer, mais il est possible qu'en fin d'année, de toute façon, elle va augmenter, mais le budget sera équilibré, ne serait-ce que par la création d'une police municipale. Nous savons très bien, effectivement, que la masse salariale va augmenter. Mais cela répond à des besoins réclamés à cor et à cri par notre population. Donc nous sommes là pour répondre aux besoins de la population, ils nous ont élus sur certains points, il faut bien se donner les moyens de répondre à ces besoins. Et vous verrez sur le compte administratif et les résultats 2021 que nous ne serons pas pour autant mis en danger. Nous gérons.

M. Chalbi : Je voudrais juste faire un complément d'information à ce qu'a dit Monsieur le Maire, en particulier sur la création de deux postes dans le cadre du dispositif Conseiller numérique France Services. En fait, c'est dans le cadre du plan de relance. L'État propose l'embauche de conseillers numériques par les villes qui ont ou qui portent un projet notamment lié à la médiation numérique et à l'inclusion numérique. Donc l'État se charge de la formation, soit une formation initiale où la personne serait formée avant d'accéder au poste sur la Ville, soit dans le cadre d'une formation continue, auquel cas la Ville doit préserver des jours pour cet agent pour qu'il puisse continuer à se former. Ce sont des agents qui seront assermentés par l'État pour accompagner les Choisyens.

Dans le cas de Choisy, on a obtenu deux personnes pour accompagner les Choisyens dans leurs démarches administratives, et dans ce cadre-là, on a une subvention de 50 000 euros par agent sur 24 mois pour payer ces deux conseillers numériques. On s'engage sur des conseillers numériques de catégorie C, a minima au SMIC. Du coup, on a quand même quasiment les 3/4 du salaire qui sont payés via cette subvention, donc on part sur 24 mois. Si ça porte ses fruits et qu'on se rend compte qu'il y a un réel besoin, et que la population y adhère, effectivement, on pourrait considérer l'embauche définitive de ces agents. Donc on a 24 mois, pour le moment, pour mettre en place ce dispositif, communiquer auprès de la population, etc. Cela viendra appuyer le médiateur numérique qui est déjà en place depuis mai 2020. Un sera à l'Hôtel de Ville, rattaché au service accueil-courrier, et un autre à l'espace Langevin.

M. le Maire : Donc comme cela a été très bien dit, il était indispensable de saisir cette opportunité, mais même si nous n'avions pas eu cette opportunité, lutter contre la fracture numérique faisait partie de nos promesses et d'une nécessité réelle. Donc je pense que la population sera au rendez-vous, puisqu'il y a une réelle demande à ce sujet.

Je ne me souviens pas si nous avons voté le point 13. Il faut donc le voter. Après, il y a eu des remarques. Y a-t-il d'autres observations ? Non, on peut passer au vote. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, je vous en remercie.

La délibération n°13 est adoptée à l'unanimité.

FINANCES

→ **Approbation du compte de gestion - exercice 2020 - budget principal**

→ **Approbation du compte de gestion - exercice 2020 - budget annexe des parkings**

M. le Maire : Mme FRANCISOT, vous avez la parole.

Mme Francisot : Monsieur le Maire, je vous remercie. Comme il s'agit des comptes de gestion, je vous sou mets à la fois l'adoption des comptes de gestion de la Ville et des parkings. Le compte de gestion est un document réalisé par le comptable public, et retrace les opérations budgétaires en dépense et en recette pour l'année. Nous devons constater la concordance de l'exécution budgétaire du comptable et des comptes administratifs avant le 30 juin de l'année. Ayant constaté la concordance avec les comptes administratifs, nous vous proposons d'approuver ce jour les comptes du budget principal et du parking.

M. le Maire : Y a-t-il des observations ? Je n'en vois pas. Je vous propose de voter déjà l'approbation du compte de gestion exercice 2020, l'objet principal. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité.

La délibération n°14 est adoptée à l'unanimité.

M. le Maire : Nous pouvons maintenant voter le point n°15, compte de gestion budget annexe des parkings. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité.

La délibération n°15 est adoptée à l'unanimité.

→ **Approbation du compte administratif - exercice 2020 - budget principal**

→ **Approbation du compte administratif - exercice 2020 - budget annexe des parkings**

M. le Maire : Le point 16, approbation du compte administratif, et le point 17, approbation du compte administratif budget annexe des parkings, comme je vous l'ai expliqué lors de la présentation de cette soirée, je vais donner la parole au premier adjoint, Monsieur Ali ID ELOUALI, et je vais me retirer dans un petit salon qu'on m'a préparé avec des petits croissants. Vous me rappelez quand c'est fini. Excusez-moi, c'était tellement alléchant... Vous avez tout à fait raison, il faut quand même que j'écoute. Mais bon, comme je les ai visualisés avant... Mais je vais quand même écouter Madame FRANCISOT. Toutes mes excuses, Amandine.

Mme Francisot : Pas de souci, je vous remercie, Monsieur le Maire.

Donc le compte administratif, contrairement au compte de gestion, est un document comptable qui est établi par l'ordonnateur, c'est-à-dire notre administration municipale, et qui retrace l'ensemble des mandats de dépenses et des titres de recettes émis par la commune pendant la durée de l'exercice. Il prend également en compte les engagements juridiques en dépenses et en recettes.

L'année 2020 a été une année particulière à plus d'un titre, puisqu'elle a connu un renouvellement de l'assemblée avec un changement de majorité, et une pandémie qui a paralysé une grande partie de l'activité. Nous clôturons l'exercice avec un excédent en section de fonctionnement de 10 183 787 euros, et un déficit en section d'investissement de 5 652 097 euros, soit un total de solde cumulé excédentaire pour un montant de 4 531 690 euros.

Attachons-nous tout d'abord à la section de fonctionnement. La dépense totale de cette section s'élève à 71,15 millions d'euros, contre 71,22 millions d'euros en 2019, soit une légère diminution de 0,10 %. Les dépenses d'ordre sont en hausse de 23,7 % en 2020, et s'élèvent à 2,74 millions d'euros. Ces dépenses correspondent essentiellement aux dotations d'amortissement et aux sorties d'actifs pour les biens cédés. Les dépenses réelles sont, elles, en diminution de 0,9 % en 2020, soit 68,41 millions d'euros contre 69,01 millions d'euros en 2019. Il faut noter une nette diminution des charges à caractère général de 8,9 %, passant de 14,5 millions d'euros à 13,2 millions en 2020. Cette diminution considérable est essentiellement due, et vous le savez, aux effets de la crise sanitaire qui a fortement impacté, et qui impacte d'ailleurs encore l'activité normale des services. De même, les dépenses liées aux achats et variations des stocks sont en nette diminution. On y retrouve par exemple une diminution des prestations de restauration scolaire due à la fermeture des écoles pendant la crise. A contrario, les achats de fournitures non stockées, toujours et encore pour faire face à la pandémie, ont fortement augmenté.

L'annulation de nombreux événements comme les fêtes de la Ville, les festivités du 14 juillet, de certaines sorties et séjours, de plusieurs publications du Choisy Infos, la mise en place de nouveaux contrats pour la location des copieurs, et le renouvellement des contrats sur les risques statutaires, le ralentissement de l'activité, a également induit une forte diminution des articles 61 et 62 de la nomenclature budgétaire liée aux services extérieurs.

On constate également une légère baisse du chapitre des charges de personnel qui représente tout de même 55 % des dépenses réelles de fonctionnement. Elles sont de 37,96 millions d'euros en 2020 contre 38,31 millions d'euros en 2019. À ce chapitre, on a un double mouvement. D'un côté, on a constaté une masse salariale anormalement basse sur le 2^e trimestre 2020, ce qui est essentiellement dû à un taux de vacances important au sein des services. Plusieurs explications à cela. D'abord, un gel des embauches entre les deux tours des élections, un recours moins important aux vacataires durant la crise de Covid, ou encore des départs volontaires ou en retraites qui n'ont pas été remplacés immédiatement. Il faut noter que depuis 2017, il n'y a pas d'augmentation de la valeur du point d'indice des fonctionnaires, ce qui induit de ce côté-là une certaine stabilité. De l'autre côté, des dépenses supplémentaires ont été faites, donc une enveloppe de 250 000 euros a été répartie entre les agents qui ont permis d'assurer la continuité du service public durant la crise sanitaire. L'organisation du scrutin municipal de 2020 représente également un coût supplémentaire d'environ 60 000 euros.

Enfin, les effets du glissement vieillesse/technicité agissant sur l'avancement de grade ou échelon des agents induisent forcément une légère augmentation de la masse salariale. Jusqu'en 2020, nous reversions encore la taxe d'enlèvement des ordures ménagères ainsi que la redevance spéciale à l'EPT. En ce qui concerne la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, nous reversions l'équivalent du coût de la compétence transférée, soit 4,78 millions d'euros, ce qui n'était pas, et nous le verrons dans les recettes, l'équivalent de la recette que nous percevions. La redevance spéciale, elle, était totalement reversée. En 2020, la ville a contribué au fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales pour un peu plus de 363 000 euros, et au fonds national de garantie individuelle des ressources pour un peu plus de 2 075 000 euros.

Le chapitre des autres charges de gestion courante a légèrement augmenté. Si des dépenses, des indemnités et frais de formation des élus ont diminué de 20 %, les pertes sur les créances irrécouvrables et participations ont augmenté. On peut ici citer la participation aux dépenses de fonctionnement des sapeurs-pompiers, ou encore la subvention au CCAS.

Les charges financières de la ville ont globalement diminué, passant de 766 000 euros en 2019 à 601 000 euros en 2020. Cette diminution est essentiellement due au remboursement

anticipé de deux emprunts et au refinancement de ceux-ci à des taux plus avantageux. Je précise ici que la Ville ne possède aucun emprunt toxique, elle dispose d'un encours de dette bien inférieur à la moyenne de la strate et maintient une répartition très équilibrée de sa dette, puisque seulement 17 % de l'emprunt est réalisé en taux variable. Je peux vous inviter à consulter la page 11 du rapport, vous trouverez les détails de la structure de la dette.

Enfin, vous constaterez une nette évolution du chapitre des charges exceptionnelles que nous expliquerons essentiellement par une évolution de la subvention d'équilibre au budget des parkings afin que les frais de personnel liés à l'exploitation de ces parkings soient pris en charge sur le budget correspondant, comme le veut la réglementation. Les divers remboursements liés aux annulations de séjours dus à la crise Covid participent également à cette augmentation.

Je vais maintenant m'attarder sur les recettes de fonctionnement. Elles sont en augmentation de 4,6 % en 2020, passant de 77,75 millions en 2019 à 81,33 millions en 2020. En ce qui concerne les recettes de gestion courante, on observe une évolution au chapitre des atténuations de charges. En effet, la crise sanitaire a induit une diminution des charges de chauffage, et donc le remboursement de la part de notre fournisseur. On observe une nette diminution du chapitre des produits Ville et services du domaine. C'est à ce chapitre que l'on retrouve la participation des usagers aux services municipaux périscolaires, et pour me répéter encore une fois, l'année 2020 ayant vu l'activité des services perturbés par la crise sanitaire, la participation des usagers a donc elle aussi diminué. Vous pouvez retrouver le détail des recettes page 14 de la maquette.

Le chapitre des impôts et taxes a légèrement augmenté. Si nous n'expliquons toujours pas la perte de recettes de 766 000 euros sur la taxe d'habitation annoncée par la DGFIP en décembre 2020, l'attribution de compensations versées par la métropole du Grand Paris et les recettes du fonds de solidarité de la région Île-de-France ont, elles, augmenté. La perception des recettes sur les droits de voirie de la taxe locale sur la publicité extérieure a diminué à la suite de la délibération du 10 juin 2020 accordant aux acteurs économiques de la Ville un impact de 50 % suite à la crise sanitaire.

Le chapitre des dotations aux subventions et participations a lui aussi légèrement augmenté, passant de 13,23 millions d'euros en 2019 à 13,75 millions en 2020, la dotation globale de fonctionnement ayant augmenté. La crise Covid a induit des dépenses, mais aussi des recettes, puisque nous avons perçu près de 275 000 euros à cet effet, notamment de la part de l'État, de la CAF ou encore de la Région.

Le chapitre des autres produits de gestion courante, qui correspond essentiellement aux loyers et redevances perçues par la Ville, est en recul, encore et toujours en raison de la crise sanitaire, et de la délibération prise le 10 juin 2020 qui exonérait un certain nombre de commerçants de loyers.

Les produits exceptionnels sont eux aussi en augmentation, notamment suite à la cession du boudodrome pour un montant de 600 000 euros, et à la vente de véhicules du parc communal pour un montant de 34 138 euros.

J'en ai maintenant terminé avec la section de fonctionnement qui, je le rappelle, se solde par un excédent de 1 183 787,99 euros. Je passe donc en section d'investissement.

En ce qui concerne les dépenses d'investissement, comme en fonctionnement, cette section connaît une nette diminution passant de 22,17 millions d'euros en 2019 contre 16,92 millions d'euros en 2020. En ce qui concerne les dépenses réelles d'investissement, 78,6 % des prévisions de l'ensemble des budgets 2020 ont été réalisés.

Au chapitre des immobilisations incorporelles, on retrouvera les frais d'études, notamment en ce qui concerne le réseau fibre et la préfiguration de la rénovation des quartiers sud dans le cadre du renouvellement urbain, ou encore l'investissement lié aux logiciels, brevets et licences pour un montant total d'environ 79 000 euros. La subvention d'investissement versé aux sapeurs-pompiers s'élève après 231 000 euros.

Au chapitre des immobilisations corporelles, on observe une diminution de près de 3 millions d'euros en 2020. Les opérations les plus importantes vous sont détaillées page 21 et 22 du rapport, je vais néanmoins citer quelques-unes de ces opérations. En ce qui concerne les acquisitions foncières, on peut citer le 128, quai de Choisy pour 645 000 euros, la Maison Rouget de Lisle pour un montant de 394 200 euros, et l'achat du 13, voie des Roses pour un montant de 236 000 euros. En ce qui concerne les aménagements de terrains et plantations d'arbres, je citerai le réaménagement du parc Maurice-Thorez pour un montant de 176 340 euros, les aménagements réalisés pour les personnes à mobilité réduite pour 16 239 euros, la plantation d'arbres et d'arbustes pour un peu plus de 9 000 euros, et je tiens à le citer, car il était un choix de l'ancienne majorité que nous ne retiendrons pas à l'avenir, d'autres solutions bien moins coûteuses existantes, l'achat d'un îlot de fraîcheur pour le parc de la mairie pour un montant de 25 939, 20 euros.

En ce qui concerne les installations générales et aménagements des constructions, 279 000 euros ont servi à la rénovation des bâtiments administratifs, près de 586 000 euros ont été dédiés aux structures de l'enfance de la petite enfance, des travaux ayant été réalisés dans les maternelles Cotton, du Parc et Wallon, dans les primaires Blanqui, Joliot-Curie, Victor Hugo, Langevin et Mandela, mais aussi dans les centres de vacances de Penthièvre et Morillon. 365 000 euros ont servi à la rénovation des structures sportives, avec notamment la construction du vestiaire de rugby au stade Jean Bouin.

En ce qui concerne les installations de voirie, 806 000 euros de travaux ont été effectués. Je citerai notamment les travaux de réfection des rues Saint-Nié, Anatole France et Palissy. Les travaux sur les réseaux câblés et d'électrification se sont poursuivis, notamment avec les travaux sur le l'éclairage public, rue Noblet et Parmentier, ainsi que le remplacement d'un certain nombre de lanternes par des Leds.

Nous avons poursuivi la rénovation du parc automobile en y intégrant toujours plus de véhicules respectueux de l'environnement pour un montant 570 000 euros. Des immobilisations sont encore en cours pour un montant de 3,98 millions, notamment en ce qui concerne le centre de loisirs de la prairie et celui des gondoles, ainsi que l'agrandissement de l'école élémentaire Joliot-Curie.

En ce qui concerne les opérations en APCP, la crise ayant induit un retard dans les travaux, seulement 1,4 million d'euros ont été dépensés. Les opérations feront l'objet d'un réaménagement dans les délibérations à venir.

Le remboursement du capital de la dette a diminué entre 2019 et 2020, mais comme expliqué précédemment, la variation correspond essentiellement à une opération de refinancement réalisé en 2019. Les dépenses d'ordre de la section d'investissement ont augmenté de 756 000 euros et correspondent à des transferts entre sections ou chapitres. Contrairement aux recettes de fonctionnement qui ont légèrement augmenté, les recettes d'investissement, elles, ont fortement diminué en 2020. Nous passons de 23,40 millions d'euros en 2019 à 13,22 millions en 2020. 1,9 million d'euros provient de l'excédent de fonctionnements et a été affecté à la section d'investissement pour en couvrir le déficit. Nous avons reçu 1,8 million d'euros pour le fonds de compensation de la TVA, et 326 000 euros pour la taxe d'aménagement.

Nous avons perçu environ 1,18 million d'euros pour ce qui concerne les subventions d'investissement, je citerai 696 000 euros reçus pour les amendes de police, un peu plus de 355 000 euros de la Région pour le gymnase des Hautes-Bornes, un audit énergétique des bâtiments communaux, ou encore l'extension de l'élémentaire Joliot-Curie, et environ 89 000 euros reçus du SIPPEREC pour l'achat des véhicules électriques et le remplacement des lanternes sur la voirie. Je vous invite à consulter le détail page 29 du rapport.

Nous avons en 2020 dû faire entrer un emprunt de 3 millions qui avait déjà été contracté en 2018, puis repoussé, car il arrivait à échéance. C'est un prêt à taux fixe de 1,4 % sur 15 ans. Les recettes d'ordre en investissement ont augmenté, tout comme pour les dépenses d'investissement, elles correspondent à des opérations de transfert entre sections ou chapitres.

En ce qui concerne les restes à réaliser en dépenses, vous pourrez constater en page 30 du rapport une baisse de 65,1 % en 2020 par rapport à 2019. Cela s'explique notamment par la création d'opérations en APCP qui permettent une meilleure gestion pluriannuelle des investissements. En recettes des restes à réaliser, deux subventions étaient encore attendues. Une de la réserve parlementaire, une du fonds de soutien à l'investissement local pour l'agrandissement de l'école Joliot-Curie. La section d'investissement se clôture donc en 2020 avec un résultat déficitaire de 5 652 097, 25 euros. Il sera couvert par l'excédent en section de fonctionnement. L'exercice 2020 se clôture donc par un excédent net de 4 531 690,74 euros.

En ce qui concerne le budget annexe des parkings, je passerai rapidement sur les différentes composantes de ce budget. Vous pourrez observer une évolution des dépenses d'exploitation de 25,6 %, passant de 748 000 euros à près de 940 000 euros. Il faut noter que depuis 2020, les frais de personnel sont directement imputés à ce budget, ce qui explique l'évolution de plus de 105 % de ce chapitre. Les recettes d'exploitation ont évolué plus lentement, puisque nous retrouvons une nette diminution des redevances de stationnement ainsi que de la participation des commerçants, alors que la ville a augmenté la subvention d'équilibre afin de prendre en compte les nouvelles dépenses liées au personnel.

En ce qui concerne les dépenses d'investissement, elles ont diminué de 33,5 % par rapport à 2019, mais il faut ici se rappeler que des travaux avaient été réalisés en 2019 suite à l'incendie du parking Jean-Jaurès. On peut ici noter des travaux d'éclairage sur les parkings, ainsi que la mise en place du paiement sans contact dans ces parkings.

Les recettes d'investissement ont, elles, légèrement diminué, passant de 653 000 euros à 504 000 euros. Le budget annexe des parkings a été clôturé avec un excédent net de 37 596, 72 euros, ces deux sections étant excédentaires.

M. le Maire : Bien. Maintenant, je crois que c'est l'heure d'aller prendre mon thé. Y a-t-il des observations ? Non, bien, je peux y aller, Monsieur le Président ?

M. Id Elouali : Vous pouvez y aller, Monsieur le Maire. Parfait. Tu reviens, hein ?

Rires

M. Id Elouali : On va procéder au vote, on va passer délibération par délibération. On va passer à la 16 : l'approbation du compte administratif exercice 2020 budget principal. Y a-t-il des abstentions ? Une abstention. Des votes contre ? Le reste est pour, merci.

La délibération n°16 est adoptée à la majorité.

M. Id Elouali : Bien. Ensuite, on va passer à l'approbation du compte administratif exercice 2020 budget annexe des parkings. Y a-t-il des abstentions ? Des votes contre ? Approbation à l'unanimité, merci.

La délibération n°17 est adoptée à l'unanimité.

M. Id Elouali : C'était d'une courte durée, il n'aura pas le temps de boire son café. Merci.

Monsieur le Maire, ravi de vous revoir, donc tout simplement pour vous dire que les deux délibérations concernant l'approbation du compte administratif exercice 2020 budget principal et celle concernant le compte administratif exercice 2020 budget annexe des parkings ont été votées et approuvées à la majorité. La deuxième a été approuvée à l'unanimité.

M. le Maire : Je vous en remercie.

→ **Affectation du résultat de fonctionnement - exercice 2020 - budget principal**

→ **Affectation du résultat d'exploitation - exercice 2020 - budget annexe des parkings**

M. le Maire : Nous allons reprendre le cours de ce Conseil. Donc le point 18, Madame FRANCISOT, toujours en course.

Mme FRANCISOT : Merci, Monsieur le Maire. Je ferai encore une fois une présentation pour la Ville et le budget annexe des parkings. Donc il s'agit pour cette délibération de répartir l'excédent de fonctionnement constaté au compte de gestion et administratif. Donc pour la Ville, je le rappelle, 5 652 097,25 euros sont affectés au compte 1068 excédents de fonctionnements capitalisés en recettes d'investissement pour couvrir les besoins de financement de la section d'investissement. Et 4 531 690,74 euros sont affectés au compte 00-2 excédents de fonctionnement reportés en recettes de fonctionnement pour couvrir les dépenses de fonctionnement.

En ce qui concerne les parkings, les 2691,68 euros sont affectés à la ligne 00-2 excédents d'exploitation reportés en recettes d'exploitation pour couvrir les dépenses de fonctionnement. L'ensemble de ces écritures seront inscrites au budget supplémentaire à suivre.

M. le Maire : Bien. Y a-t-il des observations ? Non. Nous procédons au vote. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité.

La délibération n°18 est adoptée à l'unanimité.

M. le Maire : Affectation du résultat d'exploitation budget annexe des parkings, c'est présenté. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité.

La délibération n°19 est adoptée à l'unanimité.

→ **Actualisation de 6 autorisations de programme et de leurs crédits de paiement**

M. le Maire : Le point 20, Madame FRANCISOT.

Mme Francisot : Dans la continuité de ce qui a été annoncé lors du budget primitif ainsi que dans la présentation des comptes administratifs, les 6 opérations créées en 2020 ont dû faire l'objet d'un réaménagement, notamment en raison du retard d'investissement pris avec la crise sanitaire. En raison de la signature prochaine de marchés, les crédits de paiement ont

été augmentés de 80 000 euros pour le programme de renouvellement des aires de jeux d'enfants et sur l'opération Jean Macé, avec le maintien de la Calypso et la diminution continue et prévisionnelle des effectifs de l'école Jean Macé, les travaux initialement prévus n'apparaissent plus nécessaires. L'opération devrait coûter moitié moins, et se terminer cette année.

M. le Maire : Y a-t-il des observations ? Non, je n'en vois pas. Nous procédons au vote. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité.

La délibération n°20 est adoptée à l'unanimité.

→ Création d'une autorisation de programme (AP) pour le projet de renouvellement urbain du quartier sud de Choisy-le-Roi (Npnru)

M. le Maire : Nous passons au point 21. Madame FRANCISOT, toujours.

Mme FRANCISOT : Le renouvellement urbain des quartiers sud nécessitant des investissements très importants, il apparaît utile de les gérer pour un programme en APCP pour des investissements allant de 2021 à 2030. Pour mémoire, le montant global du projet est estimé à 136 millions d'euros, dont un peu plus de 30 millions d'euros pour la seule ville de Choisy-le-Roi. Vous observerez sur la notice que plutôt que de vous présenter un montant global de l'opération, nous l'avons subdivisé en fonction de la destination des investissements. Ainsi, vous verrez les lignes consacrées aux équipements publics, celles concernant la restructuration des zones d'activité économique et extérieure des quartiers des Navigateurs, des Hautes Bornes, etc.

M. le Maire : Y a-t-il des observations ? Non. Juste une petite information sur ce projet important pour notre ville. En ce qui concerne le développement économique qui doit faire partie aussi, nous avons une petite bataille, un bras de fer, puisque lorsque nous sommes arrivés en fonction, nous avons amendé un peu le projet, mais surtout, nous avons décidé de le poursuivre malgré que le financement n'était pas assuré à 100 %. D'autres villes, face à cette situation, ont purement et simplement annulé ces projets. Nous avons continué, nous avons même contractualisé. Il faut savoir quand même qu'il manque 14 millions d'euros, 8 millions qui sont uniquement pour le développement économique, notamment en ce qui concerne la zone des Cosmonautes, où là je voudrais interpellier encore une fois le territoire qui a la compétence développement économique, et qui, lui, rejette ça sur l'ANRU en disant : « C'est un programme Npnru, ce n'est pas à nous de payer ». Et inversement, eux, ce n'est pas à eux de payer, car la compétence économique, c'est le territoire. Merci pour les usines à gaz qu'on crée les lois NOTRe et compagnie, c'est super, en tout cas, ce n'est pas la Ville qui peut payer ça, on nous a enlevé cette compétence. Et donc j'espère que nous allons trouver un dénouement, parce qu'il faudra bien, de toute façon trouver une solution. Sinon, la zone des Cosmonautes risque de rester en l'état, et c'est hors de question. Donc nous allons mettre chacun face à leurs responsabilités, et les gens, qui ont les compétences et pris aussi les dotations avec, se doivent de financer ces projets.

Je voulais vous tenir au courant, financièrement, de cela. Sur le centre socioculturel qui sera une réalisation importante, qui sera même l'image de cette rénovation et du quartier, nous sommes très attentifs sur le choix des architectes et de cette réalisation, parce que ce doit être un marqueur fort de cette rénovation. Et le fait que ce soit un centre socioculturel, c'est parfait. Cela va inverser les choses, c'est Choisy qui va aller aux Navigateurs, alors que souvent, dans ce quartier, qui se trouvait assez esseulé, avait pour coutume de dire : « Aujourd'hui, on va monter à Choisy ». C'est pour dire, quand même pas l'état d'abandon, ce n'est pas le terme, mais l'isolation, cette coupure qu'il y avait avec Choisy-le-Roi, ce quartier, nous veillons à ce qu'il soit le plus possible ouvert sur le restant de la ville, tout en préservant

ce côté familial important auquel ils tiennent. C'est une union importante que nous désirons avec le reste de la ville, et ce centre socioculturel doit être l'outil qui permet de réunir tout un chacun sur ce site.

Y a-t-il des observations avant de procéder au vote ? Non. Des votes contre ? Abstentions ? Bien, c'est voté à l'unanimité. Je vous en remercie.

La délibération n°21 est adoptée à l'unanimité.

→ Régularisation de l'amortissement comptable du compte 2158

M. le Maire : Nous arrivons au point 22. Ça tombe bien, c'est la spécialité de Madame FRANCISOT.

Mme Francisot : Tout à fait, Monsieur le Maire. Donc il s'agit d'un point essentiellement technique qui consiste à valider une opération de correction d'un amortissement qui a été fait alors que l'opération initiale avait été annulée pour un montant de 445 euros. Voilà.

M. le Maire : y a-t-il des observations ? Très bien, des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité.

La délibération n°22 est adoptée à l'unanimité.

→ Approbation du budget supplémentaire - exercice 2021 - budget principal

→ Approbation du budget supplémentaire - exercice 2021 - budget annexe des parkings

M. le Maire : Point 23, toujours Madame FRANCISOT.

Mme Francisot : Encore merci, Monsieur le Maire, donc dans ce budget supplémentaire que nous vous proposons, nous reprenons les résultats de l'exercice 2020 annoncés lors de la présentation des comptes administratifs dans les précédentes délibérations.

Je ne vais pas revenir dessus, mais je vous propose de nous attacher aux inscriptions nouvelles sur l'exercice 2021. Nous augmentons de 282 000 euros les dépenses de fonctionnement par un mouvement simultané d'augmentation et de diminution de dépenses. Nous ajustons la subvention au théâtre en la réduisant de 30 000 euros pour prendre en compte la fermeture du dernier confinement, nous continuons purement les comptes en relation avec le comptable en ajustant le montant des admissions en non-valeur, nous constituons des provisions pour risques et pour dépréciations relatives au recouvrement des restes à recouvrer sur les comptes de tiers suite aux remarques qui avaient été formulées par le comptable sur le compte de gestion 2019. Nous ajoutons pour le service hygiène et santé 13 200 euros destinés à la location de sanitaires pour le camp de Rom avenue du Lugo, 5 316 000 euros seront versés en section d'investissement. Nous ajustons légèrement les prévisions concernant les impôts et taxes, différentes compensations et dotations pour un peu plus d'un million d'euros.

En ce qui concerne la section d'investissement, les dépenses nouvelles sont évaluées à environ 250 000 euros. La participation en dépenses d'investissement des sapeurs-pompiers augmente de 150 000 euros. De nouvelles inscriptions ont été faites pour le service communication, ces dépenses d'investissement doivent être amorties en moins de 2 ans et permettraient d'économiser le coût de la location. Par exemple, le coût de la location d'un thermocollateur est aujourd'hui de 12 297 euros pour 3 ans, alors que selon les premières estimations, l'achat ne devrait pas dépasser les 6000 euros. A contrario, des dépenses ont

été revues à la baisse. Il s'agit par exemple de la diminution des crédits de paiement du programme sur le groupe Marcel Cachin, du retrait de 13 700 euros prévus pour l'acquisition de panneaux lumineux ou encore la diminution de frais d'études. En recettes d'investissement, nous ajustons l'emprunt en le réduisant de plus de 5 millions d'euros, comme c'était d'ailleurs déjà prévu au BP. Celui-ci devrait être un peu moins de 3 millions d'euros en 2021. Le montant du budget total de la ville en 2021 devrait s'élever à 100 millions et 693 000 euros.

En ce qui concerne les parkings, comme dit précédemment, la section d'exploitation présente un excédent de fonctionnements de 2691,68 euros et la section d'investissement un excédent net de 34 905,04 euros. Comme pour le budget principal de la Ville, nous constituons une provision pour dépréciation de 2000 euros en dépenses de fonctionnement, et donc diminuons légèrement les recettes. Nous augmentons les dépenses pour les travaux imprévus de près de 35 000 euros en investissement.

Voilà pour ce budget supplémentaire.

M. le Maire : Bien. Y a-t-il des observations sur ce budget supplémentaire ? Je n'en vois pas, nous allons procéder au vote. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité.

La délibération n°23 est adoptée à l'unanimité.

M. le Maire : même chose pour les parkings, y a-t-il des observations ? Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci.

La délibération n°24 est adoptée à l'unanimité.

→ Admissions en non-valeur de créances irrécouvrables - budget principal de la commune

M. le Maire : Point 25, Madame FRANCISOT.

Mme Francisot : Merci. Donc le trésorier municipal d'Orly propose d'admettre en non-valeur les reliquats de recettes de 2005 à 2019 pour une somme de 8130,45 euros. Des actions sont encore possibles sur ces recettes, mais pour l'instant, les poursuites demeurent infructueuses. Lorsque plus aucune action de recouvrement n'est possible, la créance est atteinte et s'impose à la Ville et au trésorier. Ainsi, le montant à admettre en non-valeur pour cette catégorie est de 9890,34 euros. Pour les reliquats de recettes datant de 2012 à 2021. Il est donc proposé d'admettre en non-valeur la somme totale de 18 020,79 euros.

M. le Maire : Y a-t-il des observations ? Non. Je voudrais faire une petite observation.

Nous sommes assez choqués de voir l'état d'endettement, et j'espère que ça ne va pas se traduire par des sommes non recouvrables, de certains loyers qui sont dus par des commerçants à la Ville, notamment deux ou trois notoirement connus, dont certains atteignent la petite somme de 85 000 euros étalés sur plusieurs années. Je ne m'explique pas qu'on ait pu monter aussi haut, jusqu'à 85 000 euros, sans qu'il y ait eu d'actions. C'est quand même une remarque, cela nous interpelle. Je tenais à le dire. Nous avons bien sûr procédé à des mises en demeure et missionné des avocats là-dessus, il y a plusieurs dossiers de ce type. Il va falloir qu'on soit très vigilants sur ces baux.

D'ailleurs, j'en profite pour faire une remarque, nous n'avons pas vocation à posséder des murs. Une Ville n'a pas vocation à posséder des murs. Nous possédons des murs dans un restaurant, bon. À part les murs nécessaires, bien sûr, et nous nous inscrivons dans cette

continuité sur la galerie Jean-Jaurès ou notre dalle, où nous continuerons, d'ailleurs, nous allons acquérir des murs où il y a actuellement un coiffeur, nous continuerons à acquérir ces murs pour nous rendre propriétaire de la galerie et pouvoir un jour faire ce que nous avons fait, la présente municipalité a fait grâce à l'ANRU, et je le rappelle à Monsieur Jean-Louis BORLOO, continuer cette opération qui a été suspendue puisque nous n'avions plus été éligibles à l'ANRU lorsque, quand même, c'est un monde, tous les pouvoirs, rappelez-vous de cette époque, étaient passés à gauche, Sénat, Assemblée, gouvernement, Région, Départements. Et qu'est-ce qu'on nous annonce ? « Vous n'êtes plus éligibles à l'ANRU », donc c'est arrêté, et la fameuse deuxième galerie n'a pas pu être écroulée. Cependant, l'ancienne majorité avait raison de continuer à acquérir des murs dans cette galerie, nous poursuivons. Nous en possédons actuellement à peu près 60 %, il faudrait arriver à 100 %. Bien sûr, nous ne cessons de trouver des investisseurs privés, certains nous ont approchés puisque maintenant, c'est la seule solution qui s'offre à nous. Ce qui a été choisi comme programme en NPRU, c'était le centre, Choisy Sud, avec le quartier des Navigateurs. Donc nous n'avons plus comme moyen que d'attirer des investisseurs potentiels ou des promoteurs privés pour parvenir à démolir cette galerie qui devient vraiment de pire en pire. Mais nous nous y attelons. Nous avons de bonnes touches, et j'espère que nous allons pouvoir porter cela à terme. C'est une information que je portais bien sûr au Conseil et au Choisyennes et au Choisyens qui nous écoutent. Nous travaillons ardemment sur le devenir de cette galerie, sur le devenir de la dalle, et nous espérons parvenir à nos fins, ce dont je ne doute pas. Il y a des gens comme Eiffage, Carrefour, ou Auchan qui nous ont approchés. Nous discutons de tout cela. Je vous apporte des informations.

Y a-t-il des observations, ou nous pouvons procéder au vote ? Nous allons procéder au vote. Y a-t-il des votes contre ? Non. Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Je vous en remercie.

La délibération n°25 est adoptée à l'unanimité.

→ Taxe foncière sur les propriétés bâties - limitation à 40 % de l'exonération de deux ans en faveur des constructions nouvelles à usage d'habitation

M. le Maire : Point 26. Madame FRANCISOT, vous passez maintenant dans le bâtiment.

Mme Francisot : Tout à fait, je suis multitâche, Monsieur le Maire, vous le savez.

M. le Maire : Il faut mettre la protection.

Rires

Mme Francisot : Donc jusqu'à présent, les communautés autorisées à supprimer l'exonération temporaire de la taxe sur le foncier bâti sur les nouvelles constructions à usage d'habitation, ce qu'avait choisi de faire l'ancienne majorité par une délibération du 30 septembre 2015. En revanche, la part départementale de la taxe foncière bâtie restait encore exonérée pendant les 2 premières années. Depuis 2021, suite au transfert de la part départementale de la TFPB aux communes, la suppression totale de cette exonération n'est plus possible. Les délibérations de suppression de l'exonération de TFPB et de deux emprises antérieurement à 2021 restent valables uniquement pour les locaux achevés entre le 2 janvier et le 31 décembre 2020, et pour les années 2021 et 2022. En revanche, elles seront caduques pour les locaux achevés entre le 2 janvier et le 31 décembre 2021 pour l'ensemble des communes.

Les communes doivent donc délibérer en 2021 avant le 1er octobre 2021 sur le fondement de la nouvelle rédaction de l'article 1383 du Code général des impôts si elles souhaitent limiter, pour la part qui leur revient, de l'exonération TFPB à compter de 2022 pour les logements achevés après le 1er janvier 2021. Il est donc proposé au Conseil municipal de

limiter l'exonération de 2 ans de la taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des constructions nouvelles à usage d'habitation à 40 % de la base imposable.

M. le Maire : Bien. Y a-t-il des observations ? Je n'en vois pas. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité.

La délibération n°26 est adoptée à l'unanimité.

→ Adoption de la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1er janvier 2022

M. le Maire : Point 27, toujours Madame FRANCISOT.

Mme Francisot : Tout à fait. Il s'agit encore là d'un point technique qui ne change pas grand-chose à ce que nous connaissons aujourd'hui avec la nomenclature M14. Donc en application de l'article 106-3 de la loi du 7 août 2015 portant une nouvelle organisation territoriale de la République, la loi NOTRe, les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent choisir d'adopter le cadre fixant les règles budgétaires et comptables M57 qui sont déjà applicables en métropole. Cette instruction est la plus récente, la plus avancée en termes de qualité comptable, mais également la plus complète. Elle deviendra le référentiel de droit commun de toutes les collectivités locales d'ici au 1er janvier 2024. Et comme à Choisy-le-Roi, on aime bien prendre les devants sur les évolutions, nous vous proposons de passer dès 2022 à cette nouvelle nomenclature comptable.

M. le Maire : Des observations ? Non. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité.

La délibération n°27 est adoptée à l'unanimité.

→ Candidature de la Ville pour expérimenter le compte financier unique (CFU)

M. le Maire : Nous restons toujours dans la technique.

Mme Francisot : Pour continuer sur le point technique innovation en matière financière, l'article 242 de la loi de finances pour 2019 ouvre la possibilité d'expérimenter le compte financier unique, le CFU, pour les collectivités territoriales. Ce document unique est une fusion entre le compte administratif produit par l'ordonnateur et le compte de gestion produit par le comptable public. Il a pour objectif de favoriser la transparence et la lisibilité financière, d'améliorer la qualité des comptes et de simplifier les processus administratifs entre l'ordonnateur et leur comptable, sans remettre en cause leurs prérogatives respectives. La commune souhaite se porter candidate pour la deuxième période d'expérimentation pour les comptes des exercices 2022/2023. L'avantage de ce système est de pouvoir retrouver en un seul et unique document l'ensemble des données financières de la Ville. Et l'avantage de passer à ce système pendant qu'il est encore en expérimentation est de bénéficier d'un accompagnement plus personnalisé et plus étroit de la part des services de l'État. Pour mémoire, la ville de Choisy-le-Roi faisait partie aussi des premières villes à expérimenter la dématérialisation des actes, mandats et titres transmis en trésorerie.

M. le Maire : Merci. Y a-t-il des observations ? Nous pouvons voter. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, je vous en remercie.

La délibération n°28 est adoptée à l'unanimité.

M. le Maire : Après ce long passage, je suis désolé, mon cher Vasco, mais le maillot jaune est pour Madame FRANCISOT. 15 points d'étape à 13. Là, c'était de gros cols. Après, c'est du plat.

URBANISME

→ Quartier sud - Renouvellement urbain - Approbation du projet de convention pluriannuelle cadre de renouvellement urbain de l'Établissement Public Territorial Grand Orly Seine Bièvre

M. le Maire : Nous passons à l'urbanisme. Monsieur ID ELOUALI à côté de moi s'échauffe. Le point 29.

M. Id Elouali : Merci, Monsieur le Maire. On va rester dans le technique, je suis désolé, mais on va juste passer à l'urbanisme, et en l'occurrence et à l'urbanisme opérationnel. Donc je vais essayer d'être aussi clair que concis.

Cette délibération porte sur la convention pluriannuelle cadre, c'est-à-dire une convention chapeau concernant le projet de renouvellement urbain porté par l'EPT, dite convention-cadre territoire Grand Orly Seine Bièvre. C'est une convention qui couvre un certain nombre de projets, lesquels s'étalent sur les départements de l'Essonne et du Val-de-Marne, et dont certains projets bien sûr sont ancrés sur le territoire de la ville. Alors, c'est une convention, c'est la même qui a été validée par le Conseil municipal du 22 janvier 2020, et par le Conseil du territoire du 25. C'est la même. Pourquoi elle revient ce soir à notre Conseil et à l'avis de mes collègues ? Tout simplement parce qu'il y a un désaccord entre les porteurs de projets, tout simplement parce que la ville de Savigny a souhaité modifier les contenants, donner une nouvelle orientation au projet dans les quartiers prioritaires de la ville, et elle en a absolument le droit, et donc elle revient vers nous après modification, revient vers les parties prenantes de cette convention-cadre pour soumettre de nouveau à leur avis l'approbation de cette convention. Et donc je dirais que c'est une opération que je qualifierais blanche sur le territoire par rapport à notre projet, puisqu'il n'est pas impacté. J'espère avoir été clair et précis.

Il est donc proposé de soumettre à vous, chers collègues, la validation des collectivités concernées par le nouveau projet de convention-cadre. Pour rappel, aucun élément concernant le renouvellement de Choisy n'est modifié dans cette convention, et la convention de site qui contrôle les aménagements, équipements et réhabilitations n'est pas concernée par ces modifications. Voici, pour ma part.

M. le Maire : Bien. Y a-t-il des observations ? C'est ce que je vous ai expliqué tout à l'heure, Savigny a modifié, mais il y a aussi des villes qui se sont tout bonnement retirées parce qu'il y avait quand même, c'est vrai qu'il y a quand même une partie non négligeable qui n'est pas finançable. Mais bon, cela arrive souvent. Pour avoir le courage de porter en avant, il y a une ville que je ne nommerai pas avec une nouvelle majorité qui a rayé d'un trait de plume cette convention, enfin, les raisons lui appartiennent, de toute façon. Ceci pour vous expliquer que ce n'est pas si simple. Voilà. Il y a quand même des financements à trouver, mais pour nous, ce n'est pas insurmontable par rapport au bien qu'en tirera notre commune.

Y a-t-il des observations ? Non. Nous allons procéder au vote. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité.

La délibération n°29 est adoptée à l'unanimité.

→ Quartier sud - Renouveau urbain site Remise aux faisans - Approbation du projet de convention de participation au sein de la ZAC des Hautes Bornes

M. le Maire : Point 30, toujours le quartier sud. Monsieur Ali ID ELOUALI.

M. Id Elouali : Merci, Monsieur le Maire. Il s'agit d'une convention dite de participation. Qu'est-ce qu'une convention de participation ? C'est une convention qui oblige les constructeurs à participer financièrement à la création des espaces publics. Voici ce que cela voudrait dire, convention de participation. En l'occurrence, il s'agit de déterminer les conditions de participation au coût des équipements de la ZAC et des constructeurs qui interviennent sur le site dit de Remise aux faisans. Il faut juste retenir qu'il y a obligation d'égalité de traitement entre les promoteurs de la ZAC des Hautes Bornes, c'est-à-dire tout simplement puisque la création de la ZAC, et plutôt la création des espaces publics, ont été portées par VALOPHIS HABITAT, et que la SADEV participe également. Et pour qu'il puisse y avoir une égalité de traitement entre les intervenants sur ces périmètres, il a été décidé de convenir autour d'une convention qui doit déterminer la valeur de participation. Si vous voulez qu'on parle chiffres, on va dire ceci. La participation de VALOPHIS HABITAT ou de ses ayants droit à la ZAC est évaluée à 2 397 682 euros hors-taxes, et que la participation de la SADEV sera reversée à notre collectivité par voie d'avenant. Ladite participation de la SADEV, elle, doit être à hauteur de 580 782 euros hors-taxes. Voilà pour la convention de participation.

À retenir tout simplement qu'elle doit déterminer les critères d'égalité qui doivent eux-mêmes aussi déterminer la participation de VALOPHIS, de la SADEV, et ce que doit reverser la SADEV à notre ville.

M. le Maire : Des observations ? Non. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité.

La délibération n°30 est adoptée à l'unanimité.

→ Quartier sud - Renouveau urbain site Remise aux faisans - Approbation du projet de convention de participation au sein de la ZAC des Hautes Bornes

M. le Maire : Point 30, toujours le quartier sud. Monsieur Ali ID ELOUALI.

M. Id Elouali : Merci, Monsieur le Maire. Il s'agit d'une convention dite de participation. Qu'est-ce qu'une convention de participation ? C'est une convention qui oblige les constructeurs à participer financièrement à la création des espaces publics. Voici ce que cela voudrait dire, convention de participation. En l'occurrence, il s'agit de déterminer les conditions de participation au coût des équipements de la ZAC et des constructeurs qui interviennent sur le site dit de Remise aux faisans. Il faut juste retenir qu'il y a obligation d'égalité de traitement entre les promoteurs de la ZAC des Hautes Bornes, c'est-à-dire tout simplement puisque la création de la ZAC, et plutôt la création des espaces publics, ont été portées par VALOPHIS HABITAT, et que la SADEV participe également. Et pour qu'il puisse y avoir une égalité de traitement entre les intervenants sur ces périmètres, il a été décidé de convenir autour d'une convention qui doit déterminer la valeur de participation. Si vous voulez qu'on parle chiffres, on va dire ceci. La participation de VALOPHIS HABITAT ou de ses ayants droit à la ZAC est évaluée à 2 397 682 euros hors-taxes, et que la participation de la SADEV sera reversée à notre collectivité par voie d'avenant. Ladite participation de la SADEV, elle, doit être à hauteur de 580 782 euros hors-taxes. Voilà pour la convention de participation.

À retenir tout simplement qu'elle doit déterminer les critères d'égalité qui doivent eux-mêmes aussi déterminer la participation de VALOPHIS, de la SADEV, et ce que doit reverser la SADEV à notre ville.

M. le Maire : Bien. Y a-t-il des observations ? Non. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité.

La délibération n°32 est adoptée à l'unanimité.

→ Quartier Sud - Renouvellement urbain - Travaux d'aménagement des écoles Mandela et Langevin et leurs cours - Approbation du plan de financement

M. le Maire : Le point 33, toujours quartier sud, toujours du renouvellement urbain. Ali ID ELOUALI, toujours.

M. Id Elouali : Merci, Monsieur le Maire. Donc parlons de plan de financement, il s'agit d'un montant qui est envisagé de 2 millions d'euros hors-taxes, porté par les services bâtiment, et qui comprend à la fois la poursuite de réhabilitation sur les ouvrages bâtis qui sont engagés depuis de 2016 pour 1 million, mais aussi la requalification et le réaménagement des cours d'école.

Ce qu'il faut retenir de cette délibération, deux points notamment, le premier, c'est qu'on prend les opportunités de requalifier les cours d'école pour les végétaliser, on viendra vers vous pour détailler ce projet fort également de notre mandat. On s'appuie sur cette opportunité pour aussi mener des travaux qui concernent les parties communes des écoles Mandela et Langevin, notamment des interventions qui concernent des parties communes en milieu occupé de type portes coupe-feu, en cloisonnement des circulations, réfection peinture, faux plafonds, etc. C'est pour cela que l'on parle d'une requalification, végétalisation des cours, mais aussi d'interventions pour entretenir l'existant. Afin de mener à bien ces travaux, il est proposé de solliciter une subvention auprès de la Région d'un montant de 800 000 euros qui sera complémentaire à la subvention de l'ANRU qui, elle, s'élève à 715 000 euros. Et c'est l'objectif de cette délibération, à savoir autoriser Monsieur le Maire pour qu'il puisse aller solliciter la Région en vue d'obtenir cette subvention.

M. le Maire : Des observations ? Non. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité.

La délibération n°33 est adoptée à l'unanimité.

→ Quartier Sud - Renouvellement urbain - Approbation de l'accord de consortium «Programme d'Investissement d'Avenir »

M. le Maire : Nous restons dans le quartier sud.

M. Id Elouali : Il s'agit ici d'approuver un accord de consortium autour de ce programme dit d'Investissement d'Avenir. Comme vous le savez sans doute, les quartiers qui font l'objet de renouvellement urbain d'Orly et de Choisy ont été désignés parmi les 15 lauréats, Madame FONTAINE, de l'appel à manifestation, dit « Aurait plus innover dans les quartiers ». La candidature a porté sur trois thématiques, le numérique et concertation, urbanisme décarboné et innovation éducative. Jusqu'ici, tout va bien. Il se trouve que l'ANRU + est le financeur du programme d'avenir, à savoir la banque des territoires, ont attribué aux deux projets d'Orly de choisir un montant maximal de 4 694 971 euros de subvention. Je vous passe les détails sur la répartition entre les deux villes et les projets. Il se trouve aussi tout simplement que ce qu'il faut retenir, c'est que ces montants vont pouvoir être utilisés sur trois volets, le volet numérique de concertation avec notamment un poste partagé avec Orly qui

sera dédié au numérique et la concertation, Monsieur CHALBI, il sera également dédié à la réactualisation de la maquette numérique que vous connaissez, qui est un support pédagogique pour donner une visibilité à ce qui va s'opérer dans l'avenir, et elle porte également sur un volet environnement avec notamment la sensibilisation des acteurs à la sobriété énergétique, au réemploi des matériaux par VALOPHIS HABITAT, mais aussi à la gestion de la ressource eau avec notamment un stockage municipal des eaux pluviales, un traitement encore plus écologique des eaux pluviales, c'est-à-dire tout simplement que ces eaux pluviales ne vont plus être retenues à la parcelle, mais à l'échelle du quartier. On ne va plus voir une gêne dans les eaux pluviales, mais on va pouvoir en faire quelque chose en créant une sorte de cuve, un stockage collectif de ces eaux pluviales.

Sur le volet pédagogique, ladite subvention va nous aider à financer un poste pour poursuivre le travail avec la communauté scolaire. La restructuration de l'espace Langevin, c'est quelque chose d'assez important, cet espace, on envisage d'en faire ce qu'on appelle aujourd'hui un tiers-lieu, c'est tout simplement un lieu d'apprentissage en lien avec les écoles, et de l'intégrer aussi dans le périmètre et dans la logique éducative qui est celle de l'école. C'est une sorte d'expansion de l'école, on peut dire aussi une sorte de l'école dehors. Elle sera également dédiée à des modalités de concertation avec la communauté scolaire.

J'ai été un peu long sur cette délibération, je vous prie de m'excuser. En revanche, ce qu'il faut quand même retenir, puisqu'on parle d'approbation de l'accord de consortium, c'est que l'ANRU + et la banque des territoires ont souhaité qu'un seul porteur du projet soit identifié pour la convention de financement, et ce sera le territoire Grand Orly Seine Bièvre, étant le plus légitime pour tenir ce rôle. Il sera le seul interlocuteur. Charge à lui, après, de fléchir cette subvention auprès des villes concernées, en l'occurrence Orly et Choisy-le-Roi. Voici, Monsieur le Maire.

M. le Maire : Y a-t-il des observations ? Non. Madame JUHEL.

Mme Juhel : C'est juste un projet qui est engagé depuis très longtemps...

M. Id Elouali : Nous aussi, on est très content. Super.

M. le Maire : Y a-t-il d'autres observations ? Non. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, je vous en remercie.

La délibération n°34 est adoptée à l'unanimité.

→ Acquisition par la commune de Choisy-le-Roi de la parcelle accueillant des jardins familiaux cadastrés AW 112 sur la commune de Villeneuve-Saint-Georges

M. le Maire : Le prochain point, le dernier point concernant l'urbanisme. On va vous expliquer, parce que c'est rattaché à une précédente délibération.

M. Id Elouali : Vous voulez que je le présente ? Parfait. Écoutez, c'est tout simplement la concrétisation d'un projet qu'on vous a soumis et dont on est aussi fier parmi d'autres projets dont on est tout aussi fier. Il s'agit d'acquérir une parcelle qui accueille les jardins familiaux sur Villeneuve-Saint-Georges. Le projet consiste tout simplement, je fais une petite marche arrière, comme vous le savez, on a été sollicité pour une DIA, c'est-à-dire une déclaration d'intention d'aliéner le 2 décembre 2020, portant sur la vente d'une parcelle qui est à cheval sur Choisy-le-Roi et Villeneuve-Saint-Georges. Nous avons exercé notre droit de préemption sur le périmètre de notre ville, la loi nous interdit de le faire ailleurs, et donc aujourd'hui, il s'agit tout simplement d'autoriser Monsieur le Maire à acquérir pour la Ville et pour le projet, je ne vais pas dévoiler ou déflorer les projets qu'on veut faire, je vous en laisse la primeur, mais tout simplement pour acquérir cette parcelle à hauteur de 300 000 euros.

M. le Maire : Comme l'expliquait Monsieur ID ELOUALI, c'est parce que cette parcelle que nous avons préemptée, et pour laquelle vous aviez donné votre accord, représentait 3 ha. Il y avait à peu près 1 ha sur Villeneuve-Saint-Georges. Nous avons aliéné, donc exercé un droit de préemption. Ce n'était pas gagné, mais nous avons tenté. Bien nous en a pris, puisque maintenant, nous pouvons l'acquérir, mais nous sommes obligés de passer en deux étapes pour préempter. La totalité de la parcelle n'étant pas sur Choisy-le-Roi, nous devons, sur cette parcelle qui est sur Villeneuve-Saint-Georges, passer en gré à gré avec la Ville. C'est de cela qu'il s'agit ce soir.

Quant aux projets, nous sommes donc ravis et contents d'avoir pu acquérir quand même, ce n'est pas rien, 3 ha en bord de Seine. Nous avons échappé, je tiens à le souligner, à l'installation d'entrepôts frigorifiques, c'est ce qui était envisagé par l'acquéreur initial de cette parcelle, je vous laisse imaginer le train-train des camions avenue de Villeneuve-Saint-Georges. Vous n'êtes pas sans savoir le combat que mène la Ville, et donc nos prédécesseurs, auxquels nous avons apporté de toute façon toujours notre sujet sur cette fameuse avenue Villeneuve-Saint-Georges traversée par des camions qui vont à Villeneuve Triage, et une déviation qui est maintenant réclamée depuis 30 ou 40 ans, un vieux serpent de mer. Donc c'était hors de question d'ajouter encore des camions.

Sur le projet en lui-même, nous sommes déjà approchés, lorsque ce projet a été dévoilé, par des investisseurs, notamment par une implantation d'une ferme bio, ce que nous désirions faire, d'ailleurs Monsieur ID ELOUALI qui les a reçus peut-être nous en dire un mot, parce que c'est quand même un projet extrêmement important, ce sera peut-être la plus grande ferme bio du Val-de-Marne. Mon petit doigt me dit que le Département va sûrement nous aider, je demande à Monsieur ID ELOUALI de nous en dire plus, puisque vous les avez reçus cet après-midi. C'était un premier contact avec des premiers investisseurs intéressés. C'est intéressant d'informer la population et le Conseil.

M. Id Elouali : En effet, avec des représentants de la direction générale, on a reçu deux porteurs de projets qui souhaitaient s'implanter sur notre ville avec un projet lié à l'agriculture urbaine, notamment et de l'aquaponie, c'est-à-dire faire de l'élevage de poissons, mais aussi de maraîchage sur la base d'une technique très ancestrale, mais qui revient aujourd'hui à l'air du temps. Ils souhaiteraient tout simplement s'installer chez nous, et on leur a expliqué que leur projet est en totale cohérence avec le projet territorial qu'on voudrait porter en matière de transition alimentaire. Donc ils nous sollicitent pour qu'ils puissent construire avec nous ce projet-là. On leur a parlé également de notre ambition en matière alimentaire, ce qu'on a envie de faire également en lien avec la restauration collective et la restauration scolaire, et en lien aussi avec des projets touristiques qui portent également sur la Seine. Et donc on a tout simplement trouvé qu'il y avait une forte convergence entre leur projet et notre ambition d'animer ce territoire, notre territoire, notre ville à travers des projets d'alimentation, mais aussi à travers des projets d'éducation à l'environnement, à travers également de l'agriculture urbaine et évidemment à travers l'attractivité. L'idée aussi, c'est que cette Seine puisse être aussi un vrai élément, un vecteur d'attractivité pour notre ville. Et donc on a trouvé que leur projet avait beaucoup de sens, en résonance avec ce qu'on envisage également de faire. Donc on s'est quitté en disant qu'ils allaient revenir avec nous avec des assurances plus importantes, notamment de la part de leurs partenaires financiers.

M. le Maire : Parfait. C'est une actualité toute fraîche, mais ça me réjouit de voir que nous ne nous sommes donc pas trompés, puisqu'il y a aussi d'autres personnes qui nous contactent. Bien sûr, on choisira pour notre ville les meilleurs projets, dans la teneur de ce que vient d'expliquer Monsieur ID ELOUALI, bien sûr, et on compte combien y associer nos écoles et nos écoliers. On souhaiterait bien que ce qui est produit là-bas se retrouve dans leurs assiettes.

Y a-t-il des questions ou des observations ? Je n'en vois pas. Des votes contre ? Abstentions ? Bien, c'est voté à l'unanimité. Je vous en remercie. Se clos ainsi le chapitre urbanisme.

La délibération n°35 est adoptée à l'unanimité.

DEVELOPPEMENT LOCAL CITOYENNETE

→ Répartition de la subvention municipale aux associations locales et groupements locaux pour l'année 2021 (1ère affectation)

M. le Maire : Nous attaquons maintenant le chapitre suivant. Je cherche Matthias... Nous commençons, Monsieur Matthias FONDENEIGE, par le point 36. La parole est à vous. Sur ces votes, il y a donc, comme je l'ai indiqué au début, les débats, très bien, mais pour les votes, Monsieur DRUART, Mesdames FADLI, BEZACE et LEMOINE devront, comme je l'ai fait tout à l'heure, prendre un petit thé à côté durant ce vote. La parole est à Monsieur FONDENEIGE.

M. Fondeneige : Je vous remercie, Monsieur le Maire. Pour rester dans les comparatifs de la Petite Reine, je vous dirai que si mes collègues ont fait de longues étapes, moi, ça n'a pas l'air, mais j'arrive avec la caravane puisque les associations sont une émanation de la vie de notre ville, de nos quartiers, dans différents secteurs.

Donc comme vous l'avez dit, c'est une répartition normale qui est faite souvent en plusieurs délibérations. J'ai donc le plaisir, l'honneur et l'avantage de présenter pour la première fois une répartition des subventions aux associations. Vous dire que la campagne de subventions a été lancée officiellement en décembre 2020, qu'elle a été close le 15 mars 2021, que nous avons reçu au total 87 dossiers. Ce soir, nous vous présentons les dossiers complets et recevables, puisque nous avons certains dossiers qui sont arrivés, il manquait des pièces ou les éléments n'étaient pas suffisamment probants. Et donc ces dossiers seront repassés dans une autre commission. Il y a un travail qui est lancé auprès de ces associations pour qu'elles nous fournissent les éléments nécessaires à une bonne instruction.

Donc ce soir, ce sont 52 dossiers que nous vous présentons. L'enveloppe de subvention globale est de 68 064 euros, c'est réparti sur deux types de demandes, subventions de fonctionnement, donc allouées plus spécifiquement au fonctionnement général de l'association, les subventions d'aide à un projet spécifique, donc sur un projet ponctuel, soit un projet lié à un contexte, à un événement particulier qui n'est pas toujours inscrit dans l'activité courante de l'association. À savoir que si vous votez ces subventions, un courrier de notification sera envoyé au lendemain de ce Conseil à chacune des associations pour les aviser qu'une subvention leur a été accordée ainsi que du montant.

Alors, sur l'ensemble des dossiers que nous allons verser, si vous le voulez bien, nous aurons donc un montant global de 42 111 euros pour un total de deux subventions de fonctionnement de 17 400 euros, ayant un total pour des projets de 24 700 euros. Il va donc nous rester pour la prochaine répartition 35 964 euros.

Je ne vais pas vous détailler évidemment toutes les subventions, vous les avez devant vous, vous les avez reçues avant ce Conseil. On a une commission pour en débattre, donc elles sont connues. Néanmoins, je vais juste vous donner les montants par thématique :

- En solidarité internationale : nous avons 1 600 euros au total,
- Action sociale, droits fondamentaux : 3 450 euros,

- Culture mémoire : 6 200 euros,
- Loisirs et animations locales : 4 200 euros,
- Prévention de santé, handicap : 5 700 euros,
- Logement cadre de vie environnement, un gros poste : 12 100 euros,
- 600 euros pour les anciens combattants,
- Et l'éducation de la formation et l'emploi pour 8 700 euros.

Voilà ce que je pouvais vous en dire pour une présentation, sachant que nous allouons également des subventions aux syndicats. Cette année, nous avons reçu deux demandes, nous avons simplement dans le montant les projets et le fonctionnement divisé par deux, puisque d'un point de vue enveloppe de syndicat, nous avons un montant très précis à allouer aux syndicats. Voilà ce que je pouvais vous en dire pour ces délibérations.

M. le Maire : Bien, merci, Monsieur FONDENEIGE.

Y a-t-il des observations ? Non. Monsieur DRUART, vous pouvez sortir. Les autres personnes, de toute façon, n'étaient pas là, et pour celles qui ont donné des mandats, les votes ne sont pas pris en compte. Cela tombe bien.

Nous allons procéder au vote. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, je vous en remercie.

La délibération n°36 est adoptée à l'unanimité.

→ Répartition de la subvention aux associations locales pour la location d'un transport collectif (1er versement)

M. le Maire : Le point suivant, toujours Monsieur FONDENEIGE qui mène la danse.

M. Fondeneige : Je serai très court, juste une petite explication contextuelle qui sera très rapide, il faut savoir qu'une enveloppe de 6 000 euros destinée aux associations pour leur permettre la location d'un car a été votée au budget primitif 2021 de la commune. Donc les associations ont la possibilité de faire une demande de subvention auprès de la Ville pour que cette dernière leur soit attribuée. Un dossier spécifique est à remplir, bien sûr, qui fait ensuite l'objet d'un examen par les services DLC et moi-même, et toute association dont l'activité touche un public Choisyen peut prétendre à cette aide. Il est proposé aujourd'hui une première répartition qui est la seule demande que nous avons reçue actuellement sur ce domaine, donc pour l'association des Petits Frères des Pauvres qui va organiser un séjour vacances à ACHY, probablement une commune de province, et la subvention proposée est d'un montant de 600 euros. Je vous remercie pour votre attention.

M. le Maire : Bien. Des observations ? Non. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, je vous en remercie.

La délibération n°37 est adoptée à l'unanimité.

→ Approbation de la convention relative à la mise à disposition d'un véhicule à destination des associations

M. le Maire : Toujours Monsieur FONDENEIGE.

M. Fondeneige : Je vous remercie, Monsieur le Maire. Donc un prêt de véhicule, c'est une forme d'aide qu'il est possible d'apporter aux associations. Souvent, il peut arriver qu'une association ait besoin ponctuellement d'aller chercher quelques denrées pour organiser un repas ou une distribution, ou de déplacer du matériel dans le cadre d'un projet spécifique. Afin de mieux encadrer ces prêts, il est nécessaire de fixer des règles applicables à toutes les associations qui sont regroupées dans une convention de la mise en œuvre par le garage municipal et le service développement local et citoyenneté. Je préciserai qu'il s'agit en l'occurrence d'un véhicule électrique à zéro émission, qui a vocation surtout à faire des petites distances, c'est-à-dire soit dans la ville, soit dans les communes avoisinantes, le but étant de donner un service de proximité qui soit peu impactant en termes d'émissions carbone. Je vous remercie.

M. le Maire : Bien. Des observations ? Non. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté.

La délibération n°38 est adoptée à l'unanimité.

→ Actions 2021 financées dans le cadre du contrat de ville de Seine Amont - Approbation des demandes de subventions

M. le Maire : Point 39, Monsieur FONDENEIGE passe le relais à Madame Sabrina FONTAINE.

Mme Fontaine : Bonsoir à tous. Donc le contexte est que c'est le contrat de ville qui a été approuvé par le Conseil municipal du 27 mai 2015 et signé le 10 juillet 2015 qui autorise donc le financement dans le cadre du contrat de ville. Depuis le 1er janvier 2016, la compétence de la ville a été transférée à l'EPT qui assure la contractualisation, l'animation et la coordination à l'échelle intercommunale. En revanche, les communes restent responsables de la mise en œuvre opérationnelle. L'unique quartier prioritaire de la ville, le quartier sud, le contrat de ville décline les engagements des signataires, et grâce à ces partenariats, des actions sont menées collectivement et sont soutenues financièrement. Les actions proposées répondent aux orientations définies dans le contrat de ville, et s'inscrivent dans la nomenclature des interventions du bloc 147. Donc les grands thèmes, ce sont : l'éducation, santé, parentalité, culture, lien social et citoyenneté, jeunesse, prévention et lutte contre les discriminations liées à l'origine et à l'adresse, emploi et développement économique, cadre de vie et renouvellement urbain.

Donc par ailleurs, il y a une attention particulière qui a été mise en œuvre sur les projets qui s'inscrivent dans les orientations nationales mobilisation nationales par les habitants des quartiers pour faciliter l'emploi et le développement économique dans les quartiers prioritaires, soutenir la réussite éducative, le soutien à la parentalité, renforcer l'accès au droit et au lien social républicain, promouvoir la participation citoyenne des habitants, et enfin l'égalité entre les femmes et les hommes.

Ces actions peuvent être conduites à la fois par les services de la Ville ou par des associations. Le tableau que l'on vous présente sur la notice qui dessous, c'est juste transmis à titre d'information, puisque dans la mesure où l'ensemble des demandes qui figurent a déjà été validé. Seule la répartition de l'enveloppe de 10 000 euros que la Ville destine au renforcement des projets associatifs au bénéfice du quartier en politique de la ville nécessite l'approbation de cette délibération par le Conseil municipal. Donc vous avez le premier tableau qui est donc les actions financières 2021 par des crédits spécifiques de la politique de la ville, avec plusieurs thèmes, je ne vais pas tout vous énumérer, et enfin, le service développement local et citoyenneté dispose d'une ligne de crédit spécifique de 10 000 euros, comme je vous le disais, ayant pour objet le cofinancement des projets qui

répondent aux enjeux de contrat de ville. En gros, on a réparti ces enveloppes sur plusieurs thèmes :

- Santé : 1400 euros,
- Animation culturelle et locale : 1100 euros,
- Ecologie environnement : 2500 euros,
- Accès au droit : 2000 euros,
- Et enfin l'emploi : de 3000 euros.

Je vous remercie.

M. le Maire : Bien, merci. Y a-t-il des observations ? Non. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, je vous en remercie.

La délibération n°39 est adoptée à l'unanimité.

→ Approbation des conventions et des règlements intérieurs des salles municipales mises à disposition des associations ou louées à des organismes privés

M. le Maire : Le point 40, nous assistons au grand retour en direct de Monsieur FONDENEIGE, casaque bleue, carreaux blancs, qui cravache ferme.

M. Fondeneige : Désespérément, à la sortie du 3e virage. Je vous remercie, Monsieur le Maire. Par différentes délibérations dont je vais vous épargner les délibérations techniques qui sont sur la notice des délibérations qui sont en 2016, 2018 et 2020, des règlements, des conventions avaient été votés par le Conseil municipal. Or, ces conventions émanaient du service relations publiques, quel que soit l'utilisateur, fût-ce une organisation, un organisme privé ou un syndicat. Cependant, depuis septembre 2020, la gestion des conventions de mises à disposition des salles a été transférée au service développement local et citoyenneté. Par ailleurs, désormais centre social agréé, l'espace Mouloudji accueille toujours des associations, mais en lien avec le projet global de l'équipement exclusivement. Convention de partenariat entre les deux, à l'exception de la location syndic de copropriété sous certaines conditions, de manière limitée. Cette nouvelle organisation rend donc obsolètes les conventions règlements intérieurs des salles en vigueur. C'est pourquoi il est proposé d'approuver la nouvelle convention type mise à disposition des salles municipales aux associations, la nouvelle convention type de location aux organismes privés de règlement intérieur actualisé des salles concernées qui seront applicables à compter du 30 juin 2021. Les salles concernées sont donc la Bourse du travail, l'espace Mouloudji, le Royal, la salle des Navigateurs, la salle Clemenceau, la salle Jean-Baptiste Clément, la salle dite Quartier du Port, la seule dite Verte de l'école élémentaire Cachin. Je vous remercie.

M. le Maire : Merci, Monsieur FONDENEIGE. Y a-t-il des observations ? Je n'en vois pas. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité.

La délibération n°40 est adoptée à l'unanimité.

TARIFICATION

→ Tarification des activités municipales à compter du 1er septembre 2021 dans le cadre du PASAM (Pass pour l'accès solidaire aux activités municipales)

M. le Maire : Nous attaquons maintenant les tarifications, là aussi, avec le retour de Madame FRANCISOT. À l'approche de l'arrivée, le peloton se resserre.

Mme Francisot : Tout à fait, et nous sortirons gagnants.

Donc dans le cadre pour l'accès solidaire aux activités municipales dit PASAM, il convient de réactualiser la tarification applicable aux activités municipales pour l'année scolaire 2021/2022 en appliquant une augmentation classique moyenne de 2 %. Pour rappel, les tarifs n'ont pas été augmentés les années précédentes, dont l'an dernier, en raison de la crise sanitaire.

Il faut noter quelques nouveautés ou ajustements tarifaires, notamment sur l'enfance et la vie scolaire où nous harmonisons la tarification des centres de loisirs sans réservation pour les mercredis, car la majoration de 50 % du tarif n'était appliquée que pour l'activité des centres de loisirs vacances. Pour les sports, il y aura, au regard des stages sportifs qui n'ont pu être effectués en totalité cette année, nous maintenons les tarifs pour 2021 et 2022, enfin, pour la saison 2021/2022.

Plusieurs nouveautés pour la Tannerie, donc une activité cours d'art dramatique sera mise en place à compter de la rentrée de septembre 2021, une cotisation forfaitaire annuelle de 70 euros est mise en place pour les ateliers qui seront proposés aux familles dans le cadre du PRE, et enfin, afin d'équilibrer les dépenses pour l'entretien des instruments du parc instrumental du conservatoire, la cotisation forfaitaire pour le prêt de ces instruments passera de 20 à 50 euros.

En ce qui concerne la restauration municipale, outre l'augmentation moyenne de 2 % appliquée dans le cadre de la réactualisation des tarifs, il convient également d'appliquer une augmentation de 15 centimes afin de répercuter l'augmentation imposée par le Siresco pour l'année 2021.

Je précise ici quand même que la carte jeune Choisyen reste à 8 euros, le prix ne bouge pas, puisque de toute façon, son prix est fixé par la convention avec la carte européenne.

M. le Maire : Merci, Madame FRANCISOT. Je tiens quand même à faire une observation en ce qui concerne le Siresco, cet éminent syndicat auquel la ville a adhéré il y a maintenant deux ans. Malgré 1,5 millions d'endettement, qui est passé en deux ans à 3,8 millions, ce qui est nouveau, c'est cette augmentation, et ce qui a provoqué une accélération de notre part de sortir de ce syndicat. C'est une promesse de campagne, elle sera tenue, elle est de plus en plus réclamée par les Choisyennes et les Choisyens au vu de la médiocre qualité que les élèves trouvent dans leurs assiettes, et je suis moi-même étonné de cette avalanche de réclamations qu'on reçoit lorsqu'on se promène dans nos rues aux approches des écoles. Nous avons donc officiellement averti le Siresco de notre désir de sortir. Comme il est d'usage, lorsqu'on sort d'un syndicat, ils nous ont fait part de propositions que nous étudions juridiquement. La sortie définitive ne pourra être actée que lors d'une tenue d'un Conseil d'administration où la majorité des villes, bien sûr, je crois que c'est un vote à la majorité qualifiée, acte la sortie de notre ville, et j'espère bien qu'il n'y aura pas de mauvaises surprises. Hormis nous, 4 villes veulent sortir.

De plus, il est maintenant acté qu'ils fermeront définitivement la cuisine centrale, contrairement à ce qui avait été prévu au départ. Ils envisagent la construction d'un nouvel

équipement au nord de Paris, ce qui veut dire que si nous restons dans ce syndicat, nous serons donc associés à cet investissement, et la note de sortie sera extrêmement salée. Donc il est urgentissime de sortir, ce que nous avons donc provoqué, et nous avançons juridiquement pour sortir. Nous allons d'ailleurs faire appel à un bureau d'études pour réactiver notre cuisine centrale, qui actuellement fonctionne, elle produit les repas pour les seniors, mais il y a de nouvelles règles en ce qui concerne nos écoliers, notamment la loi EGALIM. Et bien que notre cuisine soit tout à fait apte à produire des repas, il est prudent de se faire accompagner, notamment en vue de ces nouvelles normes, et être certain d'avoir notre cuisine centrale parfaitement conforme. Nous n'allons prendre aucun risque de ce côté-là, nous allons prendre un certain temps, donc il y aura peut-être une petite période où il y aura un accord avec le Siresco ou un prestataire pour faire la transition pour livrer des repas dans les cantines. Il est impossible de faire autrement, il y a une zone tampon. Voilà, et nous tiendrons donc la population et notre Conseil informés des avancées de ce dossier, mais notre décision est ferme et irrévocable, ils le savent, nous avons officiellement annoncé la sortie du Siresco.

Y a-t-il des observations ? Non. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est adopté. Merci.

La délibération n°41 est adoptée à l'unanimité.

HABITAT

→ **Garantie d'emprunt accordée à VALOPHIS HABITAT OPH du Val-de-Marne pour la construction de 30 logements locatifs sociaux, 12 PLUS/18 PLAI, situés 8 bis, allée Simone Veil dans l'opération d'aménagement des Troènes**

M. le Maire : Maintenant, nous entrons dans l'habitat avec Monsieur DRUART.

M. Druart : Bonsoir. Cette garantie d'emprunt qui sera accordé à VALOPHIS HABITAT pour la construction d'un bâtiment de 30 logements, de 4 étages, plutôt 5 niveaux, 3 logements sociaux au 8, bis allée Simone Veil dans le cas de la reconstruction de la zone des Troènes. Donc cette garantie d'emprunt concerne un montant de 3 873 378 euros auprès de la Banque des territoires, la Caisse des Dépôts, etc. Cet emprunt est composé de 5 emprunts dont vous trouvez le détail en page 2. Nous garantissons cet emprunt en échange d'une réservation de 20 % de logements sur une période de 60 ans. Petit détail sur les logements réservés, soit 6 logement, nous avons un T2, un T5 PMR, deux T4 et deux T3

M. le Maire : Bien, merci. Y a-t-il des observations ? Non. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, je vous en remercie.

La délibération n°42 est adoptée à l'unanimité.

SPORT

→ **Convention de partenariat avec l'association TEAM 91 MORANGIS pour l'organisation du Crito Star 2021**

M. le Maire : Nous passons maintenant au sport avec le Crito Star, unanimement reconnu dans toute l'Europe. Monsieur MARQUES.

M. Marques : Bonsoir. Nous préparons une nouvelle édition du Crito Star, laquelle se tiendra le 22 août. Vous avez reçu un exemplaire de la convention, la liste du matériel, le plan du parcours qui sera identique à l'édition précédente ainsi qu'un compte de résultat prévisionnel pour l'édition 2021. Cette convention détaille les objectifs de l'événement, ainsi que les obligations qui incombent à la commune et à l'association TCM 91 Team Cycliste Morangis.

Il n'y a pas de modification importante dans le projet 2021 par rapport au projet 2020, si ce n'est la date choisie à la fin de l'été, ce qui, on l'espère, nous permettra d'avoir davantage de public. C'est la raison pour laquelle je vous propose de voter la convention en l'état.

M. le Maire : Merci. Si, il y a quand même une différence avec la précédente édition, c'est que nous étions un cheveu d'accueillir Julian ALAPHILIPPE à Choisy. Je ne sais pas, mais il y avait une concordance de calendrier qui n'allait pas. Mais bon, je ne sais pas si c'est remis à une date ultérieure ou si c'est toujours possible pour cette année. Je ne vous cache pas qu'avec l'organisateur très connu dans le milieu cycliste, notre ambition est d'accueillir un jour le maillot jaune à Choisy-le-Roi. Et nous allons conforter cette initiative, que j'avais approuvée en tant que conseiller municipal. Nous aimons tous notre ville, c'était une bonne initiative. Je l'ai dit, je la soutiens, c'est pour cela que nous essayons, malgré les conditions difficiles cette année et l'année passée, de la promouvoir, qu'elles prennent un essor important, mais je sais que sur ce genre d'initiative, il faut plusieurs années pour que cela rentre bien dans les mœurs et que cette date devienne incontournable.

Donc je vous propose de mettre aux voix, à moins qu'il y ait des observations. Je n'en vois pas. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? Bien, c'est voté à l'unanimité, je vous en remercie.

La délibération n°43 est adoptée à l'unanimité.

CULTURE

→ Nouvelle convention CHAM 2021/2022 (classes à horaires aménagés entre le collège Émile Zola et le conservatoire)

M. le Maire : Nous arrivons à la culture. Je donne la parole à Madame Sushma OSTERMEYER, plus élégante que jamais.

Mme Ostermeyer : Merci, bonsoir, Monsieur le Maire, bonsoir à tous. Effectivement, je vais revenir sur le sujet des classes CHAM dont il a beaucoup été question déjà. Donc, ce sont ces fameuses classes à horaires aménagés qui forment un dispositif, vous le savez, d'accompagnement des élèves pour promouvoir leur réussite scolaire à travers l'accès à la culture et ce, quelle que soit d'ailleurs la matière enseignée. Comme vous le savez, cela ne se limite pas à la musique, il y a aussi d'autres matières comme le théâtre ou la danse qui peuvent être envisagées. Ce dispositif, qui n'a jamais été questionné, présentait un bilan calamiteux, et a occasionné un débat politiquement instrumentalisé, mais nous passons là-dessus. Nous souhaitons permettre aux élèves de passer à une autre formule plus intéressante et plus attrayante pour eux : elle est plébiscitée à la fois par les élèves, par les parents et par, bien sûr, les enseignants. Nous avons maintenant une section théâtre au conservatoire, et cela va certainement avoir un succès grandissant, et je pense que cela va apporter beaucoup de réussite et beaucoup de succès aux enfants dans leurs études. Ce je vous propose là, il s'agit juste de modifier le format des classes afin de permettre, par une convention modifiée, aux élèves de terminer leur parcours, ceux du moins qui sont engagés actuellement dans les dernières années des CHAM (musique). Voilà, il s'agit juste de cela.

M. le Maire : Merci, Madame OSTERMEYER. Moi, je suis désolé, mais je vais rebondir sur cette question. En rester là, lorsqu'on a assisté à cette confusion volontaire ou pas de ce qu'on appelle les classes CHAM, il s'agit en fait de classes à horaires aménagés. La confusion, la manipulation des parents, la manipulation des professeurs et de leur mauvaise foi, nous avons pu vérifier qu'ils ignoraient même les textes originaux des classes à horaires aménagés qui demandaient une évaluation. Cette évaluation n'ayant jamais été faite, ce projet n'a jamais été conduit sérieusement. Comme l'a dit Madame OSTERMEYER, nous

avons consulté parents, élèves, conservatoire. De l'aveu même des élèves de 4e et de 3e, ils abandonnaient ce cursus pour une simple et bonne raison. Dans les classes à horaires aménagés, le choix est laissé de prendre comme support une activité culturelle, qui se valent toutes à mes yeux. Il ne s'agit pas de mettre face à face des activités culturelles. Que ce soit la musique, le théâtre, la danse ou la sculpture, ce qu'ont choisi d'autres villes, chacune de ces activités apporte à l'épanouissement de l'élève.

En ce qui concerne la musique, dont je suis un passionné, force était de constater que la réussite et l'épanouissement des élèves n'étaient pas au rendez-vous. Le but des classes à horaires aménagés, avec support musique, c'était aussi d'espérer qu'en fin de cycle, en 3e, quelques-uns poursuivent et s'inscrivent au conservatoire. Or, il y a eu, sur 80 élèves, peut-être 3 inscriptions. Il faut savoir que le conservatoire, la Ville mettait à disposition 6 professeurs, 6 classes qui étaient souvent vides, ce qui veut dire que le conservatoire a dû refuser l'inscription d'élèves parce qu'il y a des inscriptions importantes en demande conservatoire, parce qu'il n'y avait plus assez de professeurs disponibles pour donner des cours.

Pouvions-nous rester en l'état ? Ce n'était pas possible. Et je le dis, il a été scandaleux de vouloir instrumentaliser politiquement cette question par des personnes qui ne se sont pas donné la peine de lire les textes. Et ça j'espère que ça ne se reproduira pas. Il n'y a pas que là-dessus, d'ailleurs, qu'il y a eu des instrumentalisation politiciennes, mais vraiment plus que scandaleuses. Si je tiens à dire cela, c'est parce qu'on nous a accusés de faire de la culture de riches, alors que nous mettons en place, pour les écoles élémentaires qui relèvent directement de la commune, pour lesquelles rien n'avait été fait à ce niveau, le système Démon où nous allons offrir des instruments à des enfants du quartier politique de la ville, où nous allons tirer vers le haut l'apprentissage de la culture et les emmener, avec d'autres villes, ils vont former un orchestre, les emmener à la Philharmonie de Paris. C'est de la culture de riche ? Offrir des instruments, offrir gratuitement des cours, c'est une culture de riche ? Lorsque j'ai lu ces passages, de toute façon nous savons tous très bien qui se cache derrière tout cela, et quel était le but non avoué, permettez-moi, je suis désolé, de dire... Je ne le dirai pas. Je pense que c'est assez.

Je voudrais rappeler aussi ce qui m'a énormément choqué. Des professeurs face à moi, à l'entrée du Conseil municipal, il s'agit de musique, nous avons des professeurs de musique au conservatoire qui ont dit qu'ils préféraient ne pas faire d'évaluation pour ne pas avoir à écrire les résultats de ces évaluations. D'autres professeurs se sont permis de dire devant moi qu'ils ne savaient pas évaluer, et que ceux qui savaient évaluer, c'était eux, professeurs du collège Émile Zola. Mais où va-t-on ? Le directeur du conservatoire de Choisy-le-Roi est un éminent musicien qui joue à l'Opéra de Paris, et les professeurs du collège Émile Zola prétendent évaluer mieux que lui des élèves concernant la musique ? Ils l'ont dit devant moi. Je leur ai dit ma façon de penser, et je respecte infiniment cette profession. Infiniment. Mais je sais aussi toutes les dérives dont ils sont capables. Il n'y a qu'à voir ce qu'ils ont dit concernant le théâtre qui a été plébiscité par les collégiens. L'éveil musical, l'erreur qui a été faite ne vient pas des élèves. La musique, lorsqu'il s'agit d'éveil musical, c'est à 6 ans qu'elle s'opère, voire avant, et pas à 12, 13 ou 14 ans. Donc ces collégiens qui se sont inscrits, ils ont dû affronter deux cycles de retard. L'échec était forcément au bout. Il y a eu ça et là quelques réussites, bien sûr, et on s'en réjouit. Il y a toujours quelques réussites de personnes, mais il s'agit d'éveil musical qui se fait, et tous les professionnels vous le diront, à 6 ans, pas 12 ans. Et lorsque des collégiens mêmes vous disent : « Je n'y vais plus », il faut bien trouver, sur les classes à horaires aménagés, parce qu'il s'agit de classes à horaires aménagés qui auraient été condamnées, il fallait bien trouver un support où ils adhèrent totalement, quel que soit l'âge, où ils iront jusqu'au bout du cycle.

Pour autant, ceux qui ont entamé ce cycle musical, nous ne l'arrêtons pas, ils vont continuer ce cycle. Par contre, nous serons vigilants à ce qu'ils soient présents. Parce que si c'est pour avoir des classes vides et des professeurs qui pourraient donner des cours à des Choisyennes et des Choisyens qui se tournent les pouces parce que les collégiens ne viennent pas, nous avons prévenu les parents, nous avons eu ici même un échange extrêmement fructueux avec les parents, dont certains, quand même, ne savaient pas la finalité, on ne leur avait jamais vraiment expliqué quel était le but poursuivi, ils nous l'ont dit ici, des parents qui s'étaient exprimés sur les réseaux sociaux m'accusant de tous les maux. Ils étaient ici, il y a plusieurs témoins dans la salle, ils ont eu quand même l'honnêteté de s'excuser parce qu'ils ignoraient de quoi il s'agissait. Ils avaient la version des professeurs, et ils étaient ravis de la tournure que cela allait prendre. Mais certains parents, et je le savais bien, la confusion qu'il y a eu, certains parents m'ont dit que certains avaient mis leurs enfants en classe CHAM parce qu'ils pensaient, et je cite les termes des parents, « *que cela éviterait à leurs enfants ces classes poubelles* ». Vous avez-là les termes qu'ils ont employés. C'est scandaleux. Quelle méconnaissance !

Je dis cela pour les Choisyennes et les Choisyens qui nous regardent, je ne suis pas sur les réseaux sociaux, je me suis entretenu avec les professeurs, j'ai reçu les parents, nous avons eu un échange fructueux, ils vont participer à l'élaboration des classes à horaires aménagés qui ne s'appelleront plus CHAM, classes à horaire aménagé musicales, cela va s'appeler classes à horaires aménagés théâtre.

M. le Maire : Et ils sont ravis, nous allons les associer pleinement au projet avec la principale de Zola, qui était ravie que ce soit le théâtre, qui elle-même estime que ce sera un grand succès. Je vous rappelle qu'au bac, il y a le grand oral, où, pour ces collégiens qui seront en classe théâtre, ils vont passer cet oral, excusez-moi de l'expression, « les doigts dans le nez ». Outre tous les bienfaits que cela leur apportera, en présence, en épanouissement, le théâtre, comme l'apporte bien sûr la musique, mais le théâtre, à tout âge, est plus abordable que la musique. Je tenais quand même à faire cette mise au point, parce que quelquefois, trop, c'est trop.

Madame JUHEL, je vous donne la parole.

Mme Juhel : Vous savez que ce programme DEMOS, ce n'est pas faire de la musique dans toutes les écoles de Choisy, c'est quand même 7 enfants de l'école Langevin qui pourront participer au programme. Tel que vous exposez les choses aux Choisyens qui nous regardent, on a l'impression que vous allez distribuer des instruments de musique dans toutes les écoles de la ville. Ce n'est pas vrai. Et de la même manière, de la manière dont vous présentez ce qu'il s'est passé sur les CHAM, vous avez fini par discuter avec les parents après avoir quand même envoyé une lettre recommandée à la directrice sans discussion préalable ni avec elle ni avec les enseignants pour annoncer non pas que vous modifiez la convention, mais que vous arrêtez les classes CHAM. Vous poursuivez ceux qui sont en musique, évidemment, ils ont le droit de poursuivre leur formation, ce qui prouve qu'il y en a quand même qui y vont, mais vous arrêtez les 20 enfants qui voulaient faire la classe CHAM à Émile Zola en 6e. Ils ne peuvent pas le faire. Et on ne choisit pas la musique ou le théâtre, on est ravi que vous fassiez des classes à horaires aménagés théâtre, mais on n'est pas d'accord pour la suppression des classes à horaires aménagés musique. Donc je ne vais pas en débattre, vous avez parlé assez longtemps sur le sujet. On votera contre, c'est tout.

M. le Maire : Chère Madame, cela ne m'étonne pas que vous votiez contre, parce qu'à un moment donné j'ai eu connaissance, étant administrateur au théâtre Paul Eluard, sur tous les échecs, tous les échecs de ce que vous avez mis en place, et à aucun moment, vous ne vouliez, et si l'adjointe à la directrice était ici, elle vous le dirait, à aucun moment vous ne

vouliez d'évaluation, ouvrir les yeux sur ce qu'il se passait. Et je m'inscris en faux, complètement, nous n'avons jamais envoyé de lettre disant que nous arrêtons. C'est un directeur d'école qui a pris cette initiative, un directeur d'école extrêmement politisé qui a pris l'initiative d'envoyer ça aux parents, qui a pris l'initiative d'interdire l'entrée de l'école aux représentants de la municipalité des affaires scolaires, et je vous dis que ce directeur d'école, j'ai demandé sa mutation parce qu'il nous est impossible de travailler avec des gens politisés de la sorte. Alors, Madame JUHEL, prenez vos renseignements, nous n'avons jamais envoyé de lettre, nous n'avons jamais envoyé de lettre ! C'est ce directeur d'école qui a mis le feu aux poudres en envoyant une lettre aux parents.

Et quant au système Démos, Madame, vous avez été incapables de le mettre en place. Citez-moi une école où il y a eu lieu, et ne prenez pas le Covid comme excuse, c'est ce que vous nous aviez dit. Vous avez été incapables de fédérer les villes autour de vous parce que ce projet repose sur plusieurs villes donc plusieurs élèves. Il est exact que c'est avant tout les élèves de Langevin, je l'ai dit, des élèves extrêmement éloignés de l'apprentissage de la musique dans 4 villes. Nous avons réussi à réunir les 4 villes pour former cet orchestre. Vous ne l'avez pas fait, arrêtez de dire que je prends la suite. Citez-moi une école à Choisy où cela s'est fait.

Mme Juhel : Ça suffit.

M. le Maire : Madame, un peu de respect. Un peu de respect ! Quand vous n'avez pas d'argument, vous dites : « Ça suffit ».

Mme Juhel : Ayez-en aussi, du respect, pour...

M. le Maire : Madame, je ne peux pas vous laisser affirmer des mensonges. Vous n'avez jamais mis en place le système Démos. Dont un de vos collègues ici présent m'accusait dans le journal de la ville de l'arrêter, alors qu'il n'a jamais été mis en place. C'est quand même un monde ! M'accuser d'arrêter quelque chose qui n'a jamais existé, et que nous nous mettons en place... Comment faut-il appeler cela ? C'est quoi, cela ? C'est au-delà de la manipulation politicienne ! Toutes les Choisyennes et Choisyens peuvent vérifier l'écrit dans Choisy Infos qu'il y a de ces mensonges infâmes.

Mme Juhel : Il est écrit qu'on souhaitait...

M. le Maire : Nous étions en période électorale. Ça me revient, maintenant. Comme bien d'autres choses qui se sont passées à la Sablière et autres. Nous étions en période électorale. C'est peut-être ça... Mais jamais je ne laisserai passer des mensonges outranciers, jamais. Et nous avons toutes les preuves, et chaque Choisyennes et Choisyens peuvent vérifier. S'ils s'interrogent, qu'ils me présentent un élève de primaire de Choisy-le-Roi, que ce soit à Langevin ou ailleurs, qui aurait pu avoir accès au système Démos. J'attends qu'on me les présente.

Madame OSTERMEYER, vous voulez ajouter quelque chose.

Mme Ostermeyer : Je voulais juste ajouter une information, puisque le directeur du conservatoire avait proposé une inscription prioritaire pour les élèves qui seraient intéressés par un cursus musical, et les soi-disant 20 élèves qui pouvaient se préinscrire en classe CHAM dont vous parlez : aucun d'entre eux ne s'est manifesté auprès du conservatoire pour s'inscrire en musique, alors que le maire avait bien précisé aux parents que ceux qui seraient en grande difficulté financière, seraient inscrits gratuitement. Le résultat, c'est que nous avons eu zéro demande.

M. le Maire : Très bonne précision, et je vous invite à vérifier ces chiffres. Je l'ai écrit, je l'ai dit aux parents, nous étions prêts. Ces 20 élèves dont vous parlez pouvaient s'inscrire gratuitement au conservatoire de musique. Et ça, c'est factuel on peut vérifier, Madame, ces passionnés de musique, comme vous dites, à qui on aurait fait outrage de leur barrer la route, zéro inscription. Zéro inscription, et pourtant on s'était engagé à les inscrire gratuitement, et des places avaient été libérées par le directeur de conservatoire. Zéro inscription. Alors, sachons raison garder, je veux bien accepter tous les débats, je veux bien qu'on ne soit pas d'accord, vous avez le droit de ne pas être d'accord avec nous, mais donnez des informations exactes. C'est tout ce que je demande.

Je propose de passer au vote. Des votes contre ? Monsieur ESSONE MENGUE veut intervenir, vous avez donc la parole.

M. ESSONE MENGUE : Merci, Monsieur le Maire. Je ne peux rester silencieux au regard des insultes que vous venez de proférer en mon endroit...

M. le Maire : Monsieur, s'il vous plaît.

M. ESSONE MENGUE : Est-ce que vous voulez bien me laisser terminer ?

M. le Maire : Non, Monsieur. Si vous commencez comme cela, si vous ne retirez pas... Quelles insultes, Monsieur ? Dire la vérité, c'est une insulte pour vous ?

M. ESSONE MENGUE : C'est votre vérité.

M. le Maire : Non, Monsieur, c'est la vérité.

M. ESSONE MENGUE : C'est la vôtre.

M. le Maire : Citez-moi une insulte que j'ai proférée.

M. ESSONE MENGUE : Dans ce cas, laissez-moi terminer.

M. le Maire : Non, Monsieur. Je vous pose une question.

M. ESSONE MENGUE : Il faut me laisser terminer, Monsieur Panetta

M. le Maire : Monsieur, vous êtes un habitué... Je vais vous faire expulser !

M. ESSONE MENGUE : Osez le faire. Faites-le tout de suite ! Je vous mets au défi de le faire, parce que vos menaces et vos intimidations ne m'impressionnent pas. Faites-le ! Faites-le ! Faites-le ! Faites-moi expulser, je vous mets au défi !

M. le Maire : Eh bien, je vous demande de quitter la salle !

M. ESSONE MENGUE : Mettez en pratique vos propos, Monsieur PANETTA !

M. le Maire : Si vous ne respectez pas le règlement, vous quittez la salle, Monsieur.

M. ESSONE MENGUE : Expulsez-moi, faites-le, osez le faire !

M. le Maire : Quittez la salle, Monsieur !

M. ESSONE MENGUE : Osez le faire !

M. le Maire : J'ose le faire, quittez la salle !

M. ESSONE MENGUE : Venez me chercher.

OOH dans la salle

M. le Maire : C'est incroyable. Monsieur ESSONE MENGUE, vous êtes un voyou. Vous êtes un voyou,

M. ESSONE MENGUE : Le voyou, le mafieux, c'est vous, Monsieur PANETTA ! Le menteur, c'est vous ! Vous racontez tout et n'importe quoi. Vous mentez aux populations sur les CHAM, vous les supprimez. Vous n'avez pas honte ? Où va-t-on ? C'est honteux !

Brouhaha

M. le Maire : Où sont les mensonges, Monsieur ESSONE MENGUE ? Vous êtes politique, vous êtes professeur à Zola, c'est vous qui avez instigué toute cette calomnie. C'est vous qui avez organisé tout cela !

M. ESSONE MENGUE : Vous êtes un bonimenteur. Vous avez des méthodes de mafieux, de voyou.

Brouhaha

M. le Maire : Monsieur, vous êtes un voyou, vous m'avez provoqué, vous demandez qu'on vienne vous chercher. Cela veut dire quoi, Monsieur ?

M. ESSONE MENGUE : Vous ne m'impressionnez pas, Monsieur

M. Hutin : Face à votre attitude, l'ensemble de l'opposition quitte la salle

Brouhaha

M. le Maire : C'est bien, Monsieur, je n'en attendais pas moins de vous. Voilà, Monsieur ESSONE MENGUE s'est comporté comme un voyou à plusieurs reprises. Il y a un règlement qu'il faut respecter. Il ne le respecte jamais, à chaque Conseil municipal. Monsieur...

M. ESSONE MENGUE : Arrêtez. Soyez sérieux on vous demande de porter le costume de Maire, vous ne le portez pas.

Brouhaha

M. le Maire : A priori, les Choisyennes et Choisyens en ont décidé autrement. Bien sûr... Je suis un bonimenteur, vous avez raison, Monsieur ESSONE MENGUE. Vous avez raison.

Brouhaha

M. le Maire : Je dis ce que je dis, Monsieur. Monsieur ESSONE MENGUE, vous vous comportez comme un voyou.

M. ESSONE MENGUE : Le voyou, c'est vous.

M. le Maire : Vous êtes un voyou, Monsieur. Vous êtes un voyou ! Vous ne savez pas respecter un règlement intérieur. Non, je n'arrête pas. Monsieur ESSONE MENGUE est un voyou. Ça veut dire quoi : « Venez me chercher » ? Où sommes-nous ? Où sommes-nous ?

Ce n'est pas pour rien qu'il était associé à La France Insoumise... « Venez me chercher », c'est incroyable. Incroyable ! Qu'est-ce que c'est que cette provocation ? Incroyable. Je peux vous dire que je l'ai averti, je réponds toujours à ces questions qui sont hors propos.

Je laisse les Choisyennes et Choisyens juger, je n'ai insulté personne, j'ai affirmé la vérité, je l'ai affirmée haut et fort et j'affirmerai notre dégoût par rapport à la manipulation qui s'est passée. Monsieur ESSONE MENGUE est l'instigateur de toute cette manipulation concernant les classes CHAM, il faut que les Choisyennes et Choisyens sachent qu'il est professeur à l'école Zola, qu'il a monté tous les professeurs contre nous, et voilà le résultat. Monsieur ESSONE MENGUE est à la fois un homme politique qui s'engage politiquement, qui était dans l'ancienne majorité, qui est professeur à l'école Zola, et qu'il institue, c'est lui, je vous invite à lire ce qu'il a écrit dans Choisy Infos, donc là, bas les masques, il signe, c'est l'instigateur de cette cabale, on ne peut pas appeler cela autrement, et voici le résultat quand on rétablit la vérité et qu'ils sont tous à court d'arguments. Nous avons assisté de la part de Madame JUHEL d'un « Ça suffit », et Monsieur ESSONE MENGUE qu'il faudrait aller le chercher. Ça veut dire quoi, de force ? Il y a un règlement intérieur, on ne prend pas la parole sans que le maire vous y invite, ce que j'ai toujours respecté en tant que conseiller municipal. D'ailleurs, on me coupait la voix à chaque fois qu'ils n'avaient pas d'arguments, ils nous coupaient le micro, ce que je n'ai jamais fait. J'estime qu'il dépasse les limites, et je m'en expliquerai à son président de groupe. Je ne peux pas tolérer des attitudes pareilles. Je n'ai proféré aucune insulte, mais il est vrai que la vérité fait mal. Et lorsqu'on n'a pas d'arguments, bien sûr, c'est l'outrance qu'on emploie. Voilà. C'est très intéressant que Monsieur ESSONE MENGUE soit enfin démasqué, et que les Choisyennes et Choisyens voient qui il est, ce Monsieur. C'est grave, ce qu'il s'est passé, en désinformation. C'est très grave d'avoir traité les parents comme ils l'ont fait.

Nous allons poursuivre. On va procéder au vote. Pas de problème, on procède au vote. On peut rester entre personnes éduquées, ce n'est pas plus mal. Donc nous allons procéder au vote. Votes contre ? Abstentions ? Votes pour ? Voilà, c'est bon. C'est voté à l'unanimité, je vous remercie.

La délibération n°44 est adoptée à l'unanimité.

COMMANDE PUBLIQUE

→ Délégation de Service Public Petite Enfance Multi Accueil Tony Lainé - Rapport annuel 2020

M. le Maire : Point 45, Madame FRANCISOT.

Mme Francisot : Tout à fait, donc il s'agit du point sur la délégation de service public petite enfance multi accueil Tony Lainé, qui nous a présenté son rapport annuel 2020. Donc depuis les délibérations du 28 décembre 2016, la Ville a confié la gestion et l'exploitation de ce multi accueil Tony Lainé au délégataire les Petits Chaperons rouges pour une durée de 5 ans. Nous vous avons remis ce rapport, que vous avez pu découvrir en Commission consultative des services locaux, avec en annexe le document de Conseil. Je serai donc assez brève.

Pour mémoire, le multi accueil est un établissement pouvant accueillir 60 berceaux, soit 45 places municipales et 15 places interentreprises destinées prioritairement aux salariés et entreprises Choisyens et des communes limitrophes. Il accueille des enfants de 2 mois à 4 voire 5 ans, pour les enfants en situation de handicap, du lundi au vendredi de 7h30 à 19h. 97 enfants ont été accueillis en 2020 en accueil régulier, dont 74 sur des places municipales, et 23 enfants sur les 15 places en interentreprises. L'année 2020 a été une année particulière en raison de la crise sanitaire et de son confinement, l'établissement a été fermé

du 16 mars au 10 mai, et il a connu une diminution du nombre d'enfants présents du 11 mai au 15 juin suite aux directives gouvernementales, chaque section ne pouvant accueillir que 10 enfants maximum, ce qui a donc limité le taux d'occupation de la structure.

En 2020, le taux d'occupation réalisé était de 54 % contre 71 % en 2019. En 2020, l'équipe de la crèche est constituée de 19 professionnels, dont 16 auprès des enfants. Et pour terminer, j'indiquerai que si 2020 a empêché la réalisation habituelle des projets de jardins potagers au sein de cette crèche, de nombreuses activités pédagogiques autour du développement durable et de la nature y sont proposées aux enfants. Voilà, c'était un rapport, il s'agit donc de prendre acte de la réception de ce rapport.

M. le Maire : Nous avons bien eu connaissance du rapport.

Le Conseil prend acte du rapport annuel 2020 du multi accueil Tony Lainé.

→ **Charte de participation au programme d'accompagnement d'achats circulaires et solidaires**

M. le Maire : Madame FRANCISOT, toujours.

Mme Francisot : Toujours pour aller vers les objectifs de responsabilité, etc., la métropole du Grand Paris, en coopération avec l'Institut National de l'Economie Circulaire, l'Observatoire des Achats Responsables et les canaux organisent un programme d'accompagnement afin de sensibiliser les acteurs publics aux pratiques de l'achat circulaire et solidaire. Les objectifs de ce programme sont d'intégrer des aspects d'économie circulaire sociale et solidaire, d'identifier des segments d'achat pour être orientés vers des structures de l'économie sociale et solidaire, d'engager une ou plusieurs procédures d'achat prenant en compte ces enjeux de l'économie circulaire sociale et solidaire, de réfléchir à une stratégie globale d'achat circulaire et solidaire, d'acquérir des connaissances et des expériences en la matière et de bénéficier d'un cadre d'accompagnement dans le processus de mise en place de ce type d'achat.

Cette convention nous permettrait également de découvrir de nouvelles solutions d'achats circulaires présentant des avantages économiques, sociaux et environnementaux, ainsi que de nous familiariser avec les outils juridiques nous permettant de développer ces achats solidaires. Tout se fait à partir d'un réseau de partage de connaissances, d'expériences et de mise en pratique avec d'autres organisations. L'achat responsable et solidaire est l'affaire de tous aujourd'hui, et la Ville de Choisy-le-Roi compte bien y prendre sa part en signant cette convention.

M. le Maire : Bien. Des observations ? Des votes contre ? Abstentions ? C'est adopté.

M. le Maire : En remplacement des élus qui ont quitté la salle, Messieurs EL ARBI Chirrane et OMRANE Alain vont prendre part au Conseil municipal.

Donc nous allons reprendre le point 44, la nouvelle convention CHAM, classes à horaires aménagés entre le collège Émile Zola et le conservatoire. Des votes contre ? Abstentions ? Bien. C'est voté à l'unanimité. La délibération n°44 est adoptée à l'unanimité

Point 46, charte de participation au programme d'accompagnement d'achats circulaires et solidaires. La parole est toujours à Madame FRANCISOT.

Mme Fransicot : je viens de la présenter il y a 2 minutes, je repasse donc la parole à M. le Maire pour qu'il procède au vote. Pour nos deux nouveaux, je remercie M. PANETTA qui a été l'instigateur de cette convention. Il s'agit simplement de signer une convention concernant les achats solidaires, convention qui nous permettra de découvrir de nouvelles solutions d'achat circulaire qui présentent des avantages économiques, sociaux et environnementaux. Voilà, tout simplement. Cela devrait participer de l'achat responsable. Aujourd'hui, l'écologie, le développement durable, c'est l'affaire de tous et la Ville de Choisy-le-Roi compte bien y prendre sa part.

M. Omrane : C'est pour cela que la métropole du Grand Paris, qui est l'investigatrice de cette charte, va beaucoup nous aider en tant que collectivité pour mettre en œuvre auprès de tous les services ce programme qui est entamé depuis quelque temps déjà, et j'espère qu'on va réussir à le mettre en œuvre le plus rapidement possible. Merci à vous.

M. le Maire : On va passer au vote. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité.

La délibération n°46 est adoptée à l'unanimité.

ENFANCE

→ **Convention études Ligue de l'enseignement, années scolaires 2021/2022 - 2022/2023**

M. le Maire : Madame HACHE.

Mme Hache : Cela va être très simple et très rapide, il s'agit ici de renouveler la convention qui unit la Ville et la Ligue de l'enseignement pour l'organisation des études surveillées sur la ville. Donc la Ligue de l'enseignement gère l'affectation et la gestion des payes des enseignants et coordinateurs qui interviennent sur ces temps d'études, c'est-à-dire 4 fois 1 h 30 par semaine, et c'est une convention qui existait déjà avant.

M. le Maire : Merci. Des interventions ? Non. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Je vous en remercie.

La délibération n°47 est adoptée à l'unanimité.

VIE INTERNATIONALE

→ **Approbation de l'avenant à la convention-cadre de partenariat technique et financier pour la période 2018-2021 entre le syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne SIAAP et le Programme solidarité Eau (pS-Eau) et les communes de Choisy-le-Roi, Gentilly, Montreuil, Tremblay-en-France**

M. le Maire : Point 48, Monsieur Damien DESROCHES.

M. Desroches : Merci, Monsieur le Maire. Bonsoir à toutes et à tous, et félicitations à tous ceux qui ont eu la patience de rester avec nous jusqu'à maintenant. Je pense qu'ils ne se sont pas ennuyés.

La délibération que je vais vous présenter est la suite logique de celle qui vous a été présentée lors du Conseil municipal précédent. Après avoir validé les précédents avenants et demandes de financement supplémentaires dans le cadre du projet de construction d'un marché au Mali, il s'agit ici de proroger de 6 mois la convention passée entre la Ville et les partenaires Ps-Eau et le SIAPP. La convention porte sur la construction de toilettes sèches,

de toilettes classiques et d'urinoirs, ainsi qu'un forage pour l'autonomie en eau du marché dont la livraison est prévue au premier semestre 2022.

Comme vous le savez, les péripéties rencontrées sont dignes des meilleures séries à suspens, des blocages administratifs en 2019 ainsi que l'annulation de missions due à la pandémie de Covid, et ce sont les deux raisons pour lesquelles une prolongation du contrat est nécessaire. Il est donc proposé ici d'approuver cet avenant à la convention-cadre de partenariat technique et financier pour l'exercice 2021. Je vous remercie.

M. le Maire : Très bien. Y a-t-il des observations ? Non. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté.

La délibération n°48 est adoptée à l'unanimité.

ADMINISTRATION GENERALE

→ **Approbation de la convention de remboursement des frais entre l'État et la commune de Choisy-le-Roi pour l'occupation d'un terrain situé avenue Lugo, Choisy-le-Roi**

M. le Maire : Madame FRANCISOT.

Mme Francisot : Merci, Monsieur le Maire. Donc suite à l'ordonnance du 20 mai 2020 concernant l'occupation illicite d'un terrain appartenant à l'État situé avenue du Lugo, le préfet du Val-de-Marne, en sa qualité de représentant de l'État, propriétaire du terrain qui fait litige, et le maire de Choisy-le-Roi, en sa qualité d'autorité de police, ont été enjoints conjointement au titre de la dignité humaine à mettre en place à destination des occupants du campement, dans un délai de 48 heures à compter de la notification de l'ordonnance, un approvisionnement en eau potable, un service de collecte des ordures ménagères, une mise à disposition des sanitaires et l'installation de douches en nombre suffisant au regard du nombre de personnes concernées. Par courrier du 27 avril 2020, arrivé en mairie le 12 mai 2020, et au regard de la condamnation solidaire ordonnée par le tribunal, il a été convenu entre les parties que la commune procède aux installations nécessaires dans un premier temps, et que l'État prend en charge dans un deuxième temps pour moitié les frais avancés.

Dans ce cadre, et afin de fixer les obligations de chacune des parties et des coûts respectifs, il convient d'établir une convention-cadre de remboursement. Il est donc proposé au Conseil municipal d'approuver ladite convention et d'autoriser Monsieur le Maire à la signer.

M. le Maire : Bien, je vais quand même préciser que c'est l'ancienne mandature qui a été condamnée, non pas notre majorité. Que les choses soient quand même bien précises. Voilà. Donc nous mettons aux voix. Des voix contre ? Abstentions ? C'est adopté. Merci.

La délibération n°49 est adoptée à l'unanimité.

→ **Avis sur l'enquête publique environnementale Aéroport De Paris**

M. le Maire : Nous revenons à Monsieur ID ELOUALI.

M. Id Elouali : Monsieur le Maire, chers collègues. Les préfets de l'Essonne et du Val-de-Marne ont ordonné l'ouverture d'une enquête publique relative à la demande d'autorisation environnementale qui concerne le renouvellement de l'arrêté inter préfectoral du 19 septembre 2011, et des opérations de développement de la plateforme aéroportuaire de Paris-Orly intitulée dans le projet Orly Paris Ouest, sur la commune d'Athis-Mons, au profit du groupe Aéroport De Paris.

J'espère que vous êtes tous avec moi sur cette mention d'ouverture d'une enquête publique sur un problème environnemental qui porte, notamment au sein de ce volet environnemental, sur la collecte et la gestion des eaux pluviales.

Alors, le dossier de demande d'autorisation portant sur l'exploitation de la plateforme aéroportuaire concerne deux départements et 9 communes qui sont citées dans la note explicative du vote. Ce qu'il faut surtout retenir, c'est que, comme je le disais tout à l'heure, quand il s'agissait, notamment sur ce volet environnemental qui concerne d'une manière encore plus précise la question de la gestion des eaux, la collecte des eaux pluviales, et la question de l'imperméabilité des sols de cette plateforme aéroportuaire, l'enquête sera encadrée à travers un contexte réglementaire avec un encadrement sur la loi Eau, et à travers notamment le schéma directeur d'aménagement de la gestion des eaux, ce qu'on appelle le SDAGE du bassin de la Seine qui couvre le côtier normand. Elle sera également encadrée par les dispositions qui sont inscrites dans le schéma d'aménagement et de gestion des eaux, le SDAGE d'Orge Yvette qui est approuvé par un arrêté interpréfectoral du 2 juillet 2014, et par un autre schéma d'aménagement de la gestion des eaux, celui du SDAGE de Bièvre approuvé par l'arrêté préfectoral du 19 avril 2017.

C'est assez technique, j'imagine que vous avez lu, et que vous êtes passionnés pour la technicité de ce dossier et pour les différents arrêtés préfectoraux. Retenons juste l'idée que c'est une demande d'ouvrir une enquête publique pour que le public, que la population, puisse enregistrer son avis sur ce volet environnemental qui concerne notamment, et plus précisément la mission des eaux pluviales. Voilà. Je demande donc au Conseil d'émettre un avis favorable sur ce dossier de demande d'ouvrir une enquête publique relative à la demande d'autorisation environnementale qui concerne les opérations de développement de la plateforme aéroportuaire Paris-Orly, intitulé Parc Orly Paris Ouest, et qui aura lieu notamment sur la commune d'Athis-Mons.

M. le Maire : Je profite de cette délibération pour vous annoncer que la commune va adhérer à la fédération DRAPO qui œuvre, enfin, je laisse Monsieur ID ELOUALI l'expliquer, mais que nous allons rendre hommage à l'association Éole qui milite quand même pas mal sur notre ville depuis de nombreuses années, je crois que, sans leur action, nous aurions bien plus d'avions qui survoleraient notre ville, et cette enquête, cet avis d'enquête publique sur l'aéroport de Paris, ce n'est pas anodin du tout. Il y a quand même un vrai risque d'augmentation des vols engendrés par l'aéroport d'Orly, un vrai risque de survol de notre commune. Donc il faut rester très vigilant là-dessus, et nous accompagnerons bien sûr les associations et toutes les personnes qui résistent à cet état de fait, et qui protègent notre ville. Voilà, on procède au vote.

M. Fondeneige : Juste pour que les choses soient bien claires pour les personnes qui nous écoutent, nous votons un avis favorable à la tenue de cette enquête, mais pas à sa nature.

M. Id Elouali : C'est même plus précisément son ouverture. Ils nous demandent si vous êtes d'accord pour ouvrir une enquête publique. C'est sur le principe d'ouverture, on ne vote pas. On l'ouvre, et on verra.

Sur la politique DRAPO, Monsieur le Maire, vous avez bien fait de rappeler ça, c'est un collectif qui regroupe un nombre important d'associations et de collectifs citoyens sur les départements du Val-de-Marne et de l'Essonne, c'est un collectif qui agit contre les nuisances sonores liées au trafic aérien. C'est une organisation de vigilance, et c'est un appui pour les communes auprès des décideurs publics pour les alerter, les sensibiliser les interpellier sur ces questions de nuisances. C'est vrai que c'est une initiative que nous comprenons. Je me souviens de la mandature précédente, j'étais bien seul et esseulé à participer à une manifestation au centre de l'aéroport d'Orly où il y avait des gens qui

venaient de partout, et des élus de partout sauf de notre ville. C'est une façon d'adhérer à ce collectif, c'est une défense pour le cadre de vie des Choisyens et pour la qualité de vie des Choisyens. C'est aussi faire preuve d'écologie, évidemment, puisque les nuisances sonores ont un impact sur la santé des personnes. Voilà pour DRAPO, mais le sujet de la délibération, Monsieur le Maire, c'est de voter l'ouverture d'une enquête publique.

M. le Maire : D'autres observations ? Non. Donc y a des votes contre ? Abstentions ? C'est voté.

La délibération n°50 est adoptée à l'unanimité.

→ Prise en charge exceptionnelle par la commune des amendes pour infraction au code de la route

M. le Maire : Point 51, Madame FRANCISOT.

Mme Francisot : Merci, Monsieur le Maire. Des surprises, j'en ai vraiment eu beaucoup. Mais celle-ci, elle n'est pas mal. La commune, en tant que propriétaire des véhicules, est destinataire de contraventions pour les infractions routières. Bien entendu, ce sont des contraventions, on ne reçoit pas des contraventions comme ça, c'est vraiment parce qu'il y a eu des infractions. Depuis 2007, la collectivité, donc la Ville, a obligation de désigner l'auteur de ces infractions au Code de la route pour faciliter le recouvrement de l'amende auprès de l'agent contrevenant, qui est personnellement responsable de son amende. Donc je rappelle quand même que nous avons voté au Conseil du 23 septembre 2020 le règlement actualisé d'utilisation des véhicules, mais c'est un règlement qui existait déjà auparavant.

Pour autant, et malgré l'implication de toutes les dispositions nécessaires, on a pu constater un dysfonctionnement dans l'application de ces dispositions qui permettent de dénoncer le chauffeur durant la crise sanitaire concernant la gestion des amendes et des infractions au Code de la route. Et donc ces retards de traitement ont empêché l'identification des auteurs dans les délais impartis et ont généré, forcément, des majorations d'amende plus ou moins très importantes.

Il apparaît maintenant inconcevable de réclamer aux auteurs des faits, quand ils sont identifiés, bien entendu, tout cela pour un montant allant jusqu'à 8 000 euros pour la période, je précise, de mars 2019 à mars 2021. Je remercie Béatrice de la direction générale d'avoir repris tout cela en main. La situation est en cours de régularisation, bien entendu, on demande, quand ils sont identifiés, à chaque auteur des infractions de régler le montant de l'amende initiale, puisque bien entendu, aujourd'hui, c'est de la faute de ce qu'il s'est passé qu'ils n'ont pas eu réception de leur amende. On ne va pas leur demander de régler des amendes de 400 ou 500 euros, mais ils régleront le montant initial de l'amende. On ne peut le faire que par décision express du Conseil municipal. C'est donc dans ce cadre, et afin que les sommes dues n'augmentent plus, qu'il est demandé au Conseil municipal d'approuver la prise en charge exceptionnelle, je le précise encore, exceptionnelle, des amendes pour infraction au Code de la route.

M. le Maire : Très bien. Des observations ?

M. Id Elouali : Juste une. J'apprécie le qualificatif exceptionnel, mais j'apprécierais davantage qu'on mette tout pour qu'elles ne soient pas, car c'est juste hallucinant. Il faut absolument qu'on mette en place des dispositifs qui permettent que ce genre de dérive, parce que c'est de l'argent public, il s'agit de l'exemplarité, de l'image de la Ville, il s'agit bien sûr aussi de santé. Une infraction au Code de la route met en péril la santé de soi-même, et aussi la santé des autres. Madame FRANCISOT, chers collègues, j'entends le caractère exceptionnel de cette affaire, car s'en est une, mais je souhaiterais collectivement qu'on

puisse mettre en place un dispositif de suivi, de contrôle, appelons les choses comme elles doivent l'être, pour qu'elle reste exceptionnelle. Voilà, merci beaucoup.

Mme Francisot : Tout à fait. Déjà, il faut dire ce qui est, la majorité des amendes sont des amendes plutôt de stationnement. Soit. Et d'autre part, la nouvelle charte que nous avons votée en 2020 implique qu'au bout de trois incidents, je parle d'incidents, car ça peut être une amende, ça peut également être un accident responsable ou un accro responsable. Celui qui emprunte le véhicule ne pourra plus le faire au moins pendant un certain temps, avant de justifier d'un stage ou de quelque chose. C'est ce qui a été mis dans le règlement.

Aujourd'hui, les choses sont plus ou moins suivies, il y a eu un dysfonctionnement à la fin de la mandature précédente, et nous en payons les pots cassés. Je crois que tout le monde sait ici à quel point je suis respectueuse de la dépense publique, c'est bien pour cela que j'ai insisté sur le « exceptionnel », parce que c'est quelque chose qui ne devrait pas exister. Merci.

M. le Maire : Monsieur COELHO.

M. Coelho : Monsieur le Maire, chers collègues, sans vouloir insister, je suis en visite en ce moment, ces derniers temps au CTM, et j'ai rencontré donc les agents. Certains agents, notamment de maintenance, ont des difficultés énormes à stationner aux abords des écoles. Pas régulièrement, mais ils leur arrivent d'être verbalisés, ce qui est normal, mais il faut savoir aussi qu'ils ont la difficulté d'avoir une caisse à outils, du matériel à décharger, et parfois, ils me disent que le temps d'emmener le matériel à l'intérieur, ils sont déjà verbalisés. Là aussi, il va voir que l'on fasse un peu attention. Ils m'ont demandé s'il y avait la possibilité qu'aux abords des écoles, si on pouvait créer un stationnement municipal. À certains endroits, cela ne va pas être possible, notamment à Mandela, c'est régulièrement là qu'ils se font aligner. Il va falloir qu'on soit aussi attentifs à ces difficultés-là de ces agents, mais il ne faut pas que ce soit répétitif. Ces agents sont responsables de leur stationnement. Ils ont un véhicule de la Ville, il faut qu'ils fassent attention. Parce que 4 roues sur un trottoir, ce n'est pas possible. Les poussettes ne peuvent pas passer, ce n'est pas possible que ça se fasse.

M. le Maire : Si je peux ajouter un mot, par exemple, il y a des écoles avec des voies pompiers, il y a une cour où ils peuvent entrer. Par contre, on a un exemple récent, autant je rends hommage aux agents, je l'ai fait au début de ce Conseil. Dimanche, il y avait une voiture Choisy-le-Roi, dont on sait qui c'est, d'abord, cette voiture n'avait pas à circuler le dimanche, et elle était en plus stationnée sur la piste cyclable. Donc bien sûr, il y a des cas où il faut faire preuve de discernement, ils ont des choses lourdes à décharger, c'est quelque chose qu'on peut étudier pour les écoles, des entrées pompiers qu'on peut ouvrir pour qu'ils puissent entrer dans la cour. C'est plus facile pour eux. Mais le stationnement à Choisy, dès qu'il y a une réunion publique, c'est un gros sujet, ne serait-ce qu'avec les Choisyennes et les Choisyens, et qui se pose dans toutes les villes. Ce n'est pas tout le monde, mais il y a quand même quelques agents qui ne prennent pas le temps, et qui prennent cela un peu à la légère. Là, ce qu'on a reçu, 16 000 euros, ce n'est pas que du stationnement. Il y a aussi des excès de vitesse, il y a quand même des amendes qui sont montées à 1 800 ou 2 000 euros. Ce que nous avons fait, c'est qu'on a demandé une remise gracieuse, vu les sommes qui nous sont réclamées, et de payer ce que je pourrais appeler le capital. Quand on a découvert cela, quand même, on aurait pu faire bien autre chose avec cet argent. Mais là, on n'a pas le choix que de payer.

M. Id Elouali : Un dernier mot, puisque les Choisyennes et Choisyens m'écoutent, chers collègues, j'entends ce que vous me dites, mais attention que l'on n'introduise pas une inégalité de traitement. Il y a des Choisyens aussi qui prennent des prunes, pour parler

familièrement, car ils ne peuvent pas stationner, et ils ont aussi des raisons tout aussi valables que nos agents, donc il faut qu'on soit au clair là-dessus. On insiste beaucoup sur le caractère très exceptionnel, car on ne peut pas faire autrement, Madame FRANCISOT, que de payer, sinon cela va encore augmenter avec encore un risque de majoration. Mais attention à rester dans une égalité de traitement entre agents, citoyens et administrés. Merci.

Mme Francisot : Après, en ce qui concerne les amendes de stationnement, la majeure partie n'est pas sur la ville. Autant dans la ville, on peut effectivement essayer de régler cette situation, autant quand on se rend dans la ville voisine ou à Paris avec une voiture de la Ville, on n'y peut rien, on respecte le Code de la route.

M. le Maire : On ne l'a pas voté. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est adopté.

La délibération n°51 est adoptée à l'unanimité.

→ **Compte rendu des décisions L-2122-22 du Code général des collectivités territoriales**

M. le Maire : dernier point, un compte rendu que vous examinez, à moins que vous ayez là tout de suite des remarques à formuler, ce qui nous permet toujours d'avoir des pensées pour un spécialiste de ces questions qui n'est plus parmi nous, et qu'on salue amicalement.

M. le Maire : Le Conseil va se terminer. Avant qu'il ne se termine, s'il y a encore des gens qui sont devant leur écran et surtout à vous, au Conseil, je regrette ces esclandres, les provocations. Moi, je suis désolé, je vais avertir le préfet de ce qu'il se passe. J'ai averti plusieurs fois Monsieur ESSONE MENGUE pour qu'il apprenne ce qu'est un Conseil municipal, qu'on ne peut pas parler en même temps que le maire, qu'il a toute liberté d'expression voulue, contrairement à ce qu'il prétend, je lui ai toujours donné la parole, même lorsqu'il était sur des questions qui n'étaient pas à l'ordre du jour. Ce qui s'est passé là, je suis désolé il m'accuse de l'avoir insulté, j'ai simplement demandé à ce qu'il ne répète les insultes que j'aurais pûes préférer. Voilà. Donc il avait tort et il a poursuivi son exposé. C'est à chaque Conseil municipal. Son président de groupe, Madame JUHEL, à court d'arguments, me répond « Ça suffit », ces provocations, je suis désolé, mais le comportement qu'il a eu, c'est un comportement de voyou. « Viens me chercher », mais où sommes-nous ? Où sommes-nous ? Nous sommes dans un Conseil municipal qui est régi par des règles. Et ces règles, dans l'opposition, nous les avons toujours respectées. Je le répète, nous n'avons pas une totale liberté d'expression, parce que souvent, on nous coupait le micro lorsqu'il n'y avait plus d'argument en face, ce que je n'ai jamais fait, et ce que je ne ferai jamais. Donc les provocations de Monsieur ESSONE MENGUE, cela suffit.

À titre personnel, je me suis entretenu avec lui pour lui dire qu'il aurait avantage à suivre des formations, qu'il sache comment se déroule le conseil, que le maire doit quand même avoir une certaine autorité sur ce Conseil. Manifestement, il le refuse. S'il continue à refuser le règlement intérieur, on demande la parole pour parler, quand le maire dit stop, on s'arrête. Donc s'il refuse ça, ça ne va pas devenir une empoignade. J'ai eu des propos très fermes, mais il faut voir ce qu'on a subi. Il faut voir les mensonges qui ont été dits.

D'ailleurs, cela va nous poser un problème de continuer à travailler avec le collège Zola, où deux professeurs sont engagés politiquement, et je dirais durement, contre nous. Combien de temps cela va durer ? Il y a là un mélange des genres inacceptable, associé à un certain directeur d'école qui a été encore plus loin, qui a interdit l'accès à un représentant de la commune. Où va-t-on ? Donc je suis désolé, je suis obligé d'être très ferme là-dessus. Je vais faire un signalement au préfet. La présidente de groupe, Madame JUHEL, j'ai déjà parlé avec elle. J'accepte toute contradiction, mais qu'on ne déforme pas la réalité, qu'on ne

viens pas me parler d'insultes, nous n'insultons personne ici. S'ils considèrent que la vérité est une insulte, c'est bien triste pour eux. Tout ce qui a été énoncé, tout ce que nous avons dit, Madame OSTERMEYER et moi-même, ce n'est que la stricte vérité, vérifiable auprès des protagonistes et auprès des collégiens eux-mêmes. Nous œuvrons dans l'intérêt général. Nous n'œuvrons pas pour faire de la com, se faire plaisir, nous œuvrons dans l'intérêt général pour être efficace, tirer notre ville vers le haut. Et la jeunesse et les collégiens qui en font partie, je parle sous le contrôle de notre adjointe à la jeunesse, qui ont définitivement admis qu'ils ne désiraient pas poursuivre en 4e et 3e les classes musicales.

Voilà, donc il fallait bien trouver une solution. Et nous n'avons, je le redis, jamais envoyé de lettre en disant qu'on supprimait, puisqu'elles continuent, le cursus continu, c'est quand même incroyable, jusqu'en 3e. Nous n'avons pas pris de nouvelles inscriptions pour préparer le cursus théâtre. En compensation, nous mettons en place le système Démon qui n'a jamais été fait à Choisy-le-Roi, c'est quand même un monde d'entendre une personne dire qu'ils l'ont mis en place, ils n'ont jamais réussi à le mettre en place. Il faut fédérer trois autres villes minimum, ce qu'ils n'ont jamais réussi à faire. Nous l'avons fait en deux mois. Voilà.

J'invite les Choisyennes et les Choisyens à vérifier cela, et pas sur les réseaux sociaux, auprès des personnes concernées. Notre désir, c'est de rendre les jeunes et moins jeunes, et de leur faire exploiter le maximum de leur capacité. Chacun et chacune atteindra le niveau qu'il peut, mais nous allons tout faire pour les accompagner, et comme on dit familièrement, les tirer vers le haut. Cela suffit d'enfermer les jeunes et les moins jeunes en leur faisant croire qu'il n'y a pas d'autre avenir possible que, comment dire... J'allais employer le mot « médiocrité », je ne veux pas être aussi dur et aller aussi loin, mais enfin, des professeurs affirmés, d'expérience, nos professeurs nous disent : « Ça ne fonctionne pas ». Mais que devait-on faire ? Ne pas les écouter ? Si nous ne les écoutions pas, ça veut dire qu'ils étaient incapables, donc il aurait fallu s'en séparer. Ce sont les professeurs de notre conservatoire municipal, et ce n'est pas nous qui leur avons demandé de faire cette analyse. Ils se sont émus de cette situation. Certains voulaient même partir, tellement on leur imposait des choses inacceptables durant ces dernières années. Inacceptables. Je dirais même que c'était l'avenir du conservatoire qui était en jeu, parce que j'avais des démissions en main si nous ne rétablissions pas la situation.

Permettez-moi d'avoir été ferme ce soir, d'avoir dit les choses. Nous n'avons pas dit un mot sur les réseaux sociaux, on a quand même le droit à la parole, les parents que nous avons reçus ont très bien compris la situation. On ne peut pas se laisser insulter, déformer la réalité sans cesse, sans qu'à un moment, on rétablisse la vérité. Tout ce que nous avons dit est factuel, les chiffres sont factuels. En compensation de cette période transitoire de non-inscription sur les classes musicales, les parents ont très bien compris que nous avons proposé en compensation une inscription gratuite et prioritaire au conservatoire. Comme l'a dit Madame OSTERMEYER, et tous les Choisyennes et Choisyens peuvent vérifier, nous avons eu zéro inscription. Où est la motivation ? Et ils auraient eu un cursus encore plus important en classe CHAM. Zéro inscription. Je ne comprends pas ce refus de la vérité. Encore une fois, c'était instrumentalisé, comme d'autres choses pour le logement et autres, on a vécu des mois difficiles.

Ce que je tenais à dire, c'est que pourtant cela se passait bien, j'avais un ton assez léger pendant le Conseil. Il faut toujours être très sérieux dans son travail. Ce que nous sommes tous. On peut éviter de se prendre au sérieux par contre comme certains, je suis désolé, comme certains qui étaient présents, je pense que leur principal problème, ce sont des ego démesurés. Voilà. On avait besoin de cette sérénité, c'était très bien, je regrette cet esclandre et je laisse les Choisyennes et Choisyens juger des deux réactions de cet esclandre scandaleuses. Il voulait quoi ? En venir aux mains ? Venir me taper ? Qu'est-ce que c'est... J'étais parfaitement en droit, parce que ça fait au moins le troisième Conseil

municipal où je lui demande de respecter le règlement. C'est le troisième Conseil municipal où il n'en fait qu'à sa tête. Bien sûr qu'il aurait dû être expulsé du Conseil municipal, et voilà sa réponse. C'était une provocation physique. « Viens me chercher », ça veut dire quoi ? Nous allons en rester là, il faut conclure.

Nous sommes au travail, on travaille, on informe, on analyse, mais je peux vous dire maintenant que cela ne se reproduira plus, parce que je vais prendre des mesures nécessaires. Je vais de ce pas avertir qui de droit sur ce fonctionnement qui ne peut plus durer ainsi.

Bien, merci aux Choisyennes et aux Choisyens de nous avoir écoutés jusqu'à la fin.

Fin de la séance à 23 h 15.